



Société anonyme au capital de 8 567 331,50 euros
Siège social : 35, rue du Val de Marne, 75013 Paris
RCS de Paris : 304 555 634

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2010



La présente Actualisation du Document de Référence a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (l'« AMF ») le 26 août 2011, conformément à l'article 212-13, IV de son Règlement Général. Elle complète le Document de Référence d'Ipsos déposé auprès de l'AMF le 16 mars 2011, conformément à l'article 212-13 du Règlement Général de l'AMF, sous le numéro D. 11-0137. Le Document de Référence et son Actualisation pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

La présente Actualisation du Document de Référence est disponible sans frais auprès d'Ipsos S.A., 35 rue du Val de Marne – 75013 Paris ainsi que sur le site internet d'Ipsos : www.ipsos.com et sur le site internet de l'Autorité des Marchés Financiers : www.amf-france.org

SOMMAIRE

1.	RESPONSABLES DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DE L'INFORMATION FINANCIERE	4
1.1	Responsables de l'Actualisation du Document de Référence.....	4
1.2	Attestation des personnes responsables de l'Actualisation du Document de Référence	4
1.3	Responsable de l'information financière	5
2.	RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES	5
2.1	Commissaires aux comptes titulaires	5
2.2	Commissaires aux comptes suppléants	5
3.	EVOLUTIONS RECENTES.....	6
3.1	Informations financières	6
3.1.1	Informations trimestrielles	6
3.1.2	Informations semestrielles	8
3.2	Capital social.....	10
3.2.1	Capital social au 30 juin 2011	11
3.2.2	Contrôle de la Société	12
3.3	Acquisition de la branche Etudes de TMG	13
3.4	Acquisition de Synovate	13
3.4.1	Présentation de l'acquisition de Synovate	13
3.4.2	Présentation de Synovate	15
3.4.3	Principaux termes et conditions du Contrat d'Acquisition.....	16
3.4.4	Informations financières <i>pro forma</i>	20
3.4.5	Informations financières semestrielles relatives à Synovate.....	26
4.	FACTEURS DE RISQUES	30
4.1	Risques liés à l'acquisition de Synovate.....	30
4.1.1	L'intégration des opérations de Synovate pourrait engendrer des coûts d'intégration plus élevés et/ou des économies ou revenus moins importants que prévus.....	30
4.1.2	La réalisation de l'acquisition de Synovate reste soumise à la satisfaction de plusieurs conditions suspensives dont la non-réalisation ou la réalisation avec retard pourrait avoir un impact défavorable sur l'acquisition envisagée et le Groupe	30
4.2	Risque lié à une éventuelle dépréciation des écarts d'acquisition (<i>goodwills</i>).....	31
4.3	Risques de marché	31
4.3.1	Risque de taux.....	31
4.3.2	Risque de change	32
4.3.3	Risque de liquidité	33

5.	INVESTISSEMENTS.....	34
6.	PREVISIONS OU ESTIMATIONS DE BENEFICES	35
6.1	Prévisions pour l'exercice 2011	35
6.2	Rapport des commissaires aux comptes sur les prévisions pour 2011	37
7.	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE	38
8.	CONTRATS IMPORTANTS	38
9.	FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES.....	39
10.	TABLE DE CONCORDANCE.....	39
	ANNEXE - RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	44

Le terme « **Document de Référence** » désigne le document de référence de la Société déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 16 mars 2011 sous le numéro D.11-0137.

Les termes « **Actualisation du Document de Référence** » et « **Actualisation** » désignent le présent document qui actualise le Document de Référence.

Dans le cadre de la présente Actualisation, les termes la « **Société** » et « **Ipsos** » se réfèrent à la société Ipsos S.A. et les termes le « **Groupe** » et le « **Groupe Ipsos** » à Ipsos S.A. et ses filiales consolidées.

1. RESPONSABLES DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DE L'INFORMATION FINANCIERE

1.1 Responsables de l'Actualisation du Document de Référence

Messieurs Didier Truchot et Jean-Marc Lech, Co-Présidents d'Ipsos SA.

1.2 Attestation des personnes responsables de l'Actualisation du Document de Référence

« Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente Actualisation du Document de Référence sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat d'Ipsos SA et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité (figurant en annexe de l'Actualisation) présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Nous avons obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente Actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'Actualisation.

Les informations financières prévisionnelles présentées dans l'Actualisation du Document de Référence ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant à la section 6.2 de l'Actualisation.

La lettre de fin de travaux ainsi que le rapport des contrôleurs légaux sur les informations financières pro forma figurant à la section 3.4.4(d) de l'Actualisation du Document de Référence, comportent une observation relative aux modalités de reconnaissance du revenu de Synovate dans les informations financières pro forma. »

Paris, le 26 août 2011.

Didier Truchot et Jean-Marc Lech

1.3 Responsable de l'information financière

Madame Laurence Stoclet, Directeur général délégué (tél. : +33 1 41 98 90 20), 35, rue du Val de Marne – 75013 Paris.

2. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

2.1 Commissaires aux comptes titulaires

PricewaterhouseCoopers Audit

Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Représenté par Jean-François Châtel – 63, rue de Villiers – 92200 Neuilly-sur-Seine

Date de première nomination : 31 mai 2006

Date d'expiration du mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Grant Thornton

Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Paris

Représenté par Vincent Papazian – 100, rue de Courcelles – 75017 Paris

Date de première nomination : 31 mai 2006

Date d'expiration du mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

2.2 Commissaires aux comptes suppléants

M. Etienne Boris

63, rue de Villiers – 92200 Neuilly-sur-Seine

Date de première nomination : 31 mai 2006

Date d'expiration du mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Institut de gestion et d'expertise comptable IGEC

3, rue Léon Jost – 75017 Paris

Date de première nomination : 31 mai 2006

Date d'expiration du mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

3. EVOLUTIONS RECENTES

3.1 Informations financières

3.1.1 Informations trimestrielles

Ipsos a poursuivi au premier trimestre 2011 sa croissance entamée un an plus tôt.

- La croissance organique était de 6,2%, à un niveau parfaitement compatible avec l'objectif annuel « supérieur à 5% » annoncé en février 2011, et ce malgré la baisse persistante du marché des études publiques au Royaume Uni – ce qui était anticipé – et malgré les effets des crises au Moyen Orient et au Japon – ce qui l'était moins.
- Les effets de change positifs ont contribué pour 3,5% à la croissance d'Ipsos, reflétant l'appréciation vis-à-vis de l'euro de nombreuses monnaies des pays émergents mais aussi celle des dollars australien et canadien.
- Les effets de périmètre liés à l'intégration de la branche études de la société TMG (Panama et Costa Rica) comptent pour 0,1%.

Chiffre d'affaires consolidé (en millions d'euros)	2011	2010	2009
1 ^{er} trimestre	260,1	236,9	207,3
2 ^{ème} trimestre	-	291,9	240,5
3 ^{ème} trimestre	-	283,6	221,8
4 ^{ème} trimestre	-	328,4	274,1
Total exercice	-	1140,8	943,7

Evolution de l'activité par région

Au premier trimestre 2011, la croissance d'Ipsos a été générale dans les trois grandes régions qui structurent désormais Ipsos depuis la simplification de son organisation décidée début 2010 et totalement mise en place au 1er janvier 2011.

Dans chaque région, la croissance a été tirée par les pays émergents dont l'activité croît en moyenne de 14% malgré une faible croissance de 2% au Moyen Orient.

En Europe, les effets des coupes budgétaires du secteur public britannique se font pleinement sentir car la décroissance avait été plus importante après les élections du 6 mai 2010.

En Amérique, les chiffres publiés intègrent depuis mars 2011 la branche Etudes de la société TMG, intégrée au réseau Ipsos en Amérique centrale qui devient ainsi le premier groupe du secteur dans la région.

Dans la région Asie Pacifique, le Japon qui représente moins de 2% du chiffre d'affaires du Groupe a connu un brutal ralentissement après le tremblement de terre du 11 mars 2011, l'activité du mois de mars étant inférieure de moitié à celle d'un mois normal. Une lente reprise est envisagée.

Contribution par zone géographique (en millions d'euros)	1^{er} trimestre 2011	1^{er} trimestre 2010	Evolution 2011/2010	Croissance organique
Europe, Moyen Orient, Afrique	116,9	113,3	+3%	+1,5%
Amérique	115,1	101,8	+13%	+9%
Asie-Pacifique	28,1	21,8	+29%	+19%
Chiffre d'affaires trimestriel	260,1	236,9	+9,8%	+6,2%

Evolution de l'activité par ligne de métier

La ligne de métier Opinion et Recherche Sociale est impactée fortement par la baisse de l'activité au Royaume Uni. Sur l'ensemble de l'année, cette décélération devrait être moindre et coûter à Ipsos environ 1,5% de croissance organique comme annoncé précédemment. L'activité des autres lignes de métier est satisfaisante.

Contribution par ligne de métier (en millions d'euros)	1^{er} trimestre 2011	1^{er} trimestre 2010	Evolution 2011/2010	Croissance organique
Etudes publicitaires	57,5	52,4	+10%	+6,5%
Etudes marketing	119,4	102,8	+16%	+12,5%
Etudes médias	29,5	25,3	+16,5%	+13%
Etudes d'opinion et recherche sociale	29,1	33,0	-12%	-15%
Etudes pour la gestion de la relation client et de la relation salariée	24,7	23,4	+6%	+2%
Chiffre d'affaires trimestriel	260,1	236,9	+9,8%	+6,2%

Autres éléments descriptifs des conditions d'exercice de l'activité au cours du premier trimestre 2011

La marge opérationnelle est en ligne avec les objectifs annoncés pour l'ensemble de l'année 2011. Le ratio d'endettement net s'élevait à 27,5% au 31 mars 2011 contre 29,5% au 31 décembre 2010.

3.1.2 Informations semestrielles

Après un premier trimestre à 6,2%, la croissance organique d'Ipsos sur l'ensemble du semestre était de 6,3%, toujours au dessus de l'objectif de « plus de 5% » annoncé en février 2011.

La croissance totale était de 5,6%, en léger retrait par rapport au niveau atteint au premier trimestre en raison d'effets de change redevenus défavorables (-0,9%) et avec une variation de périmètre limitée à 0,2%, liée à l'intégration de la société panaméenne TMG.

Sans surprise, la croissance est toujours vive dans les pays émergents à 14,2%, alors qu'elle reste contenue dans les pays développés à 3,1%. Ceci s'explique, en partie par les phénomènes très spécifiques et ponctuels au Japon où le chiffre d'affaires a décliné de 23% alors même que les ventes de nouveaux projets ont retrouvé un rythme presque normal depuis la mi-mai. Il est à noter également qu'en Grande Bretagne, en repli de 15% comme attendu, en raison des coupes budgétaires dans le secteur public après la nomination de David Cameron, les ventes ont repris depuis le mois d'avril, ce qui laisse augurer d'un meilleur deuxième semestre.

Compte de résultat synthétique

<i>En millions d'euros</i>	S1 2011	S1 2010	Evolution	Année 2010
Chiffre d'affaires	558,2	528,8	+5,6%	1 140,8
Marge brute	361,8	333,0	+8,6%	722,7
<i>Marge brute/CA</i>	<i>64,8%</i>	<i>63,0%</i>		<i>63,4%</i>
Marge opérationnelle	46,9	43,0	+8,9%	119,5
<i>Marge opérationnelle/CA</i>	<i>8,4%</i>	<i>8,2%</i>		<i>10,5%</i>
Résultat net, part du Groupe	27,6	23,4	+17,8%	66,2
Résultat net ajusté*, part du Groupe	37,4	32,0	+16,8%	86,1

* Le résultat net ajusté est calculé avant les éléments non monétaires liés à l'IFRS 2 (rémunération en actions), avant l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions (relations clients), avant les impôts différés passifs relatifs aux goodwill dont l'amortissement est déductible dans certains pays et avant l'impact net d'impôts des autres produits et charges opérationnels et des autres produits et charges non courants.

Situation financière

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2011	30 juin 2010	31 décembre 2010
Capitaux propres	604,3	609,4	627,9
Endettement net	186,8	238,0	185,2
<i>Ratio d'endettement net</i>	<i>30,9%</i>	<i>39,1%</i>	<i>29,5%</i>
Goodwills	681,1	749,6	716,9
Total du bilan	1 259,4	1 272,8	1 344,9

Evolution de l'activité par région et par ligne de métier

Par région, les performances varient peu d'un trimestre à l'autre, l'Asie Pacifique menant la danse et ce, malgré la contre-performance japonaise.

Contribution au Chiffre d'affaires consolidé par zone géographique (en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010	Evolution 2011/2010	Croissance organique
Europe, Moyen Orient, Afrique	247,7	242,1	2,3%	2,5%
Amériques	245,4	232,1	5,8%	8,5%
Asie-Pacifique	65,1	54,6	19,1%	15,5%
Chiffre d'affaires semestriel	558,2	528,8	5,6%	6,3%

Par ligne de métier, étant entendu que les variations trimestrielles ne sont pas toujours très significatives, il faut retenir la bonne performance d'ensemble, à l'exception des activités d'Etudes d'Opinion et de Recherche sociale qui reflètent la situation en Grande-Bretagne.

Contribution au Chiffre d'affaires consolidé par secteur d'activité (en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010	Evolution 2011/2010	Croissance organique
Etudes publicitaires	121,7	118,1	3,0%	6,5%
Etudes Marketing	253,6	242,2	4,7%	8%
Etudes Médias	62,3	50,6	23,1%	12,5%
Etudes d'Opinion et Recherche sociale	61,3	66,5	-7,8%	-9%
Etudes pour la gestion de la relation client/ salariée	59,3	51,4	15,4%	14,5%
Chiffre d'affaires semestriel	558,2	528,8	5,6%	6,3%

La rentabilité. La marge brute se calcule en retranchant du chiffre d'affaires les coûts directs, variables et externes, liés à l'exécution des contrats. Elle croît plus rapidement que le chiffre d'affaires (+8,6%) et s'établit à 64,8% contre 63,0% pour le semestre précédent. L'amélioration du taux de marge brute provient de la poursuite du passage aux études *on-line*, notamment en Europe, et est le reflet d'une bonne capacité à maintenir les prix dans les pays émergents.

Les autres produits et charges opérationnels s'établissent à -4,9 millions d'euros. Ils incluent principalement des éléments non récurrents liés à des départs de personnel ainsi que des résultats de change liés à des transactions commerciales. Ces résultats de change varient négativement de 2,3 millions d'euros sur la période.

La marge opérationnelle s'établit à 46,9 millions d'euros soit 8,4%, en hausse de 8,9% par rapport au 1^{er} semestre 2010.

Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions. Une partie des écarts d'acquisition est affectée aux relations clients au cours des 12 mois suivant la date d'acquisition et fait l'objet d'un amortissement au compte de résultat selon les normes IFRS sur plusieurs années. Cette dotation s'élève à 0,8 million d'euros au 1er semestre 2011.

Autres charges et produits non courants. Le solde net de ce poste s'établit à -0,5 million d'euros contre -0,7 million d'euros au 1er semestre 2010. Il prend en compte des éléments à caractère inhabituel non liés à l'exploitation et inclut les coûts d'acquisition depuis le changement des normes IFRS applicables à compter du 1er janvier 2010 (norme « IFRS3 révisée »).

Les charges de financement. Les charges de financement s'élèvent à 4,8 millions d'euros, en baisse de 18% par rapport à la même période de l'an dernier, en raison de la baisse de l'endettement net. Les autres charges et produits financiers correspondent aux résultats de change qui sont négatifs de 1,1 million d'euros contre un gain de 0,1 million d'euros au 1er semestre 2010.

Impôts. Le taux effectif d'imposition au compte de résultat en normes IFRS s'établit à 27,5% au même niveau qu'au 1^{er} semestre 2010. Il intègre, comme par le passé, une charge d'impôts différés passifs de 2,0 millions d'euros, qui vient annuler l'économie d'impôts réalisée grâce à la déductibilité fiscale des amortissements d'écarts d'acquisition dans certains pays, alors même que cette charge d'impôts différés ne serait due qu'en cas de cession des activités concernées.

Le Résultat net ajusté, part du Groupe s'établit à 37,4 millions d'euros, en hausse de 16,8% par rapport au 1er semestre 2010 et le résultat net part du Groupe s'établit à 27,6 millions d'euros en hausse de 17,8%.

La structure financière – Les capitaux propres s'élèvent à 604,3 millions d'euros alors que les **dettes financières nettes** sont de 186,8 millions d'euros au 30 juin 2011 d'où un ratio d'endettement de 30,9%, inférieur à celui du 30 juin 2010 qui était de 39,1%.

La capacité d'autofinancement s'établit à 56,8 millions d'euros, en hausse de 6,3% par rapport au 1er semestre 2010. Cette hausse a été partiellement compensée par la hausse de la variation du besoin en fonds de roulement, traditionnellement plus élevée au passage du 30 juin en raison du nombre important d'études en cours.

Les développements relatifs à Synovate font l'objet d'une présentation distincte à la section 3.4 « Acquisition de Synovate ».

Le rapport financier semestriel pour le premier semestre 2011, qui inclut notamment le rapport semestriel d'activité, les comptes consolidés au 30 juin 2011 et le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 30 juin 2011, figure en annexe de la présente Actualisation.

3.2 Capital social

Dans le cadre de la présente Actualisation, les compléments suivants mettent à jour les informations contenues dans la section 4 « Informations sur le capital d'Ipsos S.A. et sur l'action Ipsos » figurant au chapitre 3 « Rapport de gestion relatif à l'exercice 2010 » et dans la section 2 « Informations complémentaires » du chapitre 6 « Ipsos S.A., son capital et ses dirigeants » du Document de Référence.

3.2.1 Capital social au 30 juin 2011

Lors de sa séance du 23 février 2011, le Conseil d'administration a modifié le règlement du plan d'attribution gratuite d'actions du 29 avril 2009 applicable aux résidents fiscaux français afin de permettre à Ipsos la livraison des actions gratuites en faveur de ses bénéficiaires soit par rachat d'actions dans le cadre de ses programmes de rachat d'actions, soit par augmentation de capital.

Dans le cadre des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, et conformément à l'autorisation de l'Assemblée générale extraordinaire du 29 avril 2008, le Conseil d'administration du 7 avril 2011 a alloué gratuitement 180 704 actions Ipsos dont 49 171 actions au bénéfice de résidents français et 131 533 actions aux non-résidents français. Les actions attribuées au titre de ce plan sont des actions ordinaires Ipsos, acquises par Ipsos dans le cadre de ses programmes de rachat d'actions ou, le cas échéant, pour les actions attribuées aux résidents français, par augmentation de capital.

Parmi ces 180 704 actions, 30 406 actions ont été attribuées à des mandataires sociaux de la Société dans les proportions suivantes :

Nom	Nombre d'actions attribuées	Valeur IFRS (en euros)
Didier Truchot (Président et Directeur général)	6 446	219 035
Jean-Marc Lech (Directeur général délégué et administrateur)	6 446	219 035
Carlos Harding (Directeur général délégué et administrateur)	6 306	214 278
Brian Gosschalk (administrateur)	2 802	95 940
Pierre Le Manh (Directeur général délégué et administrateur)	2 802	95 212
Laurence Stoclet (Directeur général délégué et administrateur)	2 802	95 212
Henri Wallard (Directeur général délégué et administrateur)	2 802	95 212
Total	30 406	1 033 924

L'acquisition définitive des actions attribuées gratuitement à Messieurs Didier Truchot, Jean-Marc Lech, Carlos Harding, Pierre Le Manh, Henri Wallard, Brian Gosschalk et Madame Laurence Stoclet est soumise à la condition que la croissance organique du Groupe Ipsos de l'année 2011 soit supérieure à la croissance organique du marché des études par enquête et que leurs objectifs personnels soient atteints à 80% au moins.

Le Conseil d'administration a par ailleurs fixé à 25 % la proportion d'actions reçues par Messieurs Didier Truchot, Jean-Marc Lech, Carlos Harding, Pierre Le Manh, Henri Wallard, Brian Gosschalk et Madame Laurence Stoclet dans le cadre de l'attribution gratuite consentie qu'ils seront individuellement tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions, conformément à l'article L.225-185 du Code de commerce.

Par ailleurs, lors de sa séance du 27 juillet 2011, le Conseil d'administration a constaté l'augmentation de capital d'Ipsos résultant de la création de (i) 20 614 actions issues de levées d'options de souscription entre le 1^{er} janvier 2011 et le 30 juin 2011 et (ii) 118 425 actions livrées le 29 avril 2011 au titre du plan d'attribution gratuite d'actions mis en place par le Conseil d'administration du 29 avril 2009 et impliquant un effet dilutif sur la répartition du capital.

Au 30 juin 2011, le capital d'Ipsos S.A. s'élève à 8 567 331,50 euros, et est composé de 34 269 326 actions d'une seule catégorie ayant une valeur nominale de 25 centimes d'euro, chacune entièrement libérée.

Au 30 juin 2011, la répartition du capital social et des droits de vote était la suivante:

	nombre d'actions	% actions	nombre de droits de vote	% droits de vote
LT Participations (1)	8 986 344	26,22%	17 972 688	40,43%
SG Capital Développement (2)	389 600	1,14%	779 200	1,75%
SALVEPAR (2)	497 360	1,45%	994 720	2,24%
Salariés	635 513	1,85%	822 299	1,85%
Auto détention	18 743	0,05%	-	-
Public	23 741 766	69,28%	23 888 534	53,73%
TOTAL	34 269 326	100,00%	44 457 441	100,00%

(1) Holding animatrice détenue majoritairement par MM. Didier Truchot et Jean-Marc Lech, Co-Présidents d'Ipsos (60,1% du capital), aux côtés de cadres dirigeants du Groupe (2,18% du capital), du groupe Eurazeo (24,98% du capital), de SG Capital Développement (10,61% du capital) et du FCPR Sogecap Développement (2,13% du capital).

(2) SG Capital Développement et SALVEPAR sont des sociétés du groupe Société Générale.

En cas d'exercice de toutes les options dont les programmes sont décrits ci-dessous, la dilution potentielle maximale s'élèverait à 0,32% (110 298 actions nouvelles potentielles).

	Date d'émission ou d'allocation	Prix d'exercice	Période d'exercibilité	Dilution potentielle (au 30/06/2011)
Options de souscription	02/03/04	19,25 euros	02/03/07-08 à 02/03/12	93 298
Options de souscription	22/04/05	20,75 euros	22/04/08-09 à 22/04/13	17 000
Total				110 298

Par ailleurs, dans le cadre du plan d'attribution gratuite d'actions du 7 avril 2011, 180 704 actions Ipsos ont été allouées dont 49 171 actions au bénéfice de résidents français impliquant un effet dilutif potentiel sur la répartition du capital (49 171 actions nouvelles potentielles).

En conséquence, compte tenu des différents plans d'options de souscription et du plan d'attribution gratuite d'actions 2011, la dilution potentielle maximale serait de 0,47% (159 469 actions nouvelles potentielles).

Pour plus d'informations sur le capital social d'Ipsos, se reporter à la note 5.4 « Capitaux propres » aux comptes consolidés semestriels figurant dans le rapport financier semestriel en annexe de la présente Actualisation.

3.2.2 Contrôle de la Société

LT Participations, qui détient 40,43% des droits de vote de la Société au 30 juin 2011, est une société holding animatrice détenue majoritairement par Messieurs Didier Truchot et Jean-Marc Lech, Co-Présidents d'Ipsos et dont les mandats au sein du Groupe sont détaillés aux pages 77 et 78 du Document de Référence. LT Participations est également administrateur de la Société.

La Société estime qu'il n'y a pas de risque que le contrôle soit exercé de manière abusive compte tenu des règles de gouvernance mises en place et décrites aux pages 178 à 184 du Document de Référence. En particulier, plus du tiers des membres du Conseil d'administration de la Société sont indépendants et le Conseil d'administration a mis en place des comités spécialisés, le Comité d'audit et le Comité des nominations et des rémunérations, dont la majorité des membres sont des administrateurs indépendants.

3.3 Acquisition de la branche Etudes de TMG

Ipsos a acquis au mois d'avril 2011 les activités de la branche Etudes de TMG – The Marketing Group, qui opère en Amérique centrale et aux Caraïbes.

TMG a été créée en 1998 par Domingo Barrios, un professionnel reconnu qui a plus de quinze années d'expérience au service des industries agro-alimentaires, du tabac, de l'énergie et des Organisations Non Gouvernementales. Elle est basée au Panama et au Guatemala.

La branche Etudes de TMG emploie 60 salariés à temps plein qui travaillent avec les grands comptes des secteurs Biens de consommation, Biens durables, et Santé. La société est dotée d'infrastructures de pointe CATI et CAPI pour la conduite des études quantitatives. Elle est également experte dans la conduite d'enquêtes qualitatives pour lesquelles elle met en œuvre les technologies interactives. Elle a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires de 2,6 millions USD.

Ensemble, Ipsos et TMG vont constituer la première société d'études de la région Amérique centrale et Caraïbes.

3.4 Acquisition de Synovate

3.4.1 Présentation de l'acquisition de Synovate

Le 26 juillet 2011, Ipsos a signé un accord (le « **Contrat d'Acquisition** ») avec Aegis Group plc (« **Aegis** ») afin d'acquérir 100% du capital des sociétés Synovate (telle que définie ci-dessous à la section 3.4.3), la division études de marché d'Aegis, à l'exception cependant des sociétés du périmètre Aztec, pour une valeur d'entreprise de 525 millions de livres sterling (soit 595,8 millions d'euros sur la base d'un taux de change de 1 euro = 0,88120 livre sterling au 25 août 2011) (l'« **Acquisition** »). La propriété des sociétés du périmètre Aztec sera transférée à Aegis avant la réalisation de l'Acquisition, prévue au 30 septembre 2011.

Les principaux termes et conditions du Contrat d'Acquisition, notamment les conditions d'ajustement éventuel du prix d'acquisition et les conditions suspensives auxquelles l'acquisition de Synovate est soumise, sont décrits à la section 3.4.3 de la présente Actualisation. Parmi les principales conditions suspensives à l'Acquisition figurent l'approbation par l'assemblée générale des actionnaires d'Aegis et l'obtention de certaines autorisations d'autorités de concurrence.

L'assemblée générale d'Aegis s'est réunie le 16 août 2011. Une majorité des votes a été émise en faveur de l'opération, étant précisé qu'Aegis avait préalablement à la signature du Contrat d'Acquisition reçu un engagement irrévocable de la part de M. Vincent Bolloré, actionnaire détenant 26,5% du capital d'Aegis, de voter en faveur de l'opération. L'assemblée générale d'Aegis a donc définitivement approuvé l'opération.

L'acquisition de Synovate constitue une étape transformante pour Ipsos, créant ainsi le numéro 3 mondial du marché des études et le numéro 2 mondial des études par enquêtes (source : 2011 Honomichl).

Ipsos considère que le Groupe doit améliorer sa couverture géographique – avec une plus forte implantation en Asie –, grandir pour disposer de plus de ressources et gagner en efficacité, investir dans l'usage de technologies qui lui permettent d'améliorer la mesure des comportements et de mieux comprendre les gens et enfin disposer de plus d'expérience, de professionnels, de méthodologies et de savoir-faire afin de satisfaire les nouveaux besoins de ses clients.

Dans cette optique, le Groupe estime que l'acquisition de Synovate représente une opportunité sans équivalent de développement stratégique qui lui permet de renforcer sa pénétration dans la zone Asie-Pacifique (22% du chiffre d'affaires de Synovate en 2010) et en Europe du Nord, maximiser ses revenus avec les grands comptes et réduire les coûts unitaires. En particulier, grâce à la réalisation de cette acquisition, la couverture géographique du nouvel ensemble passerait de 67 à 81 pays, avec une présence parmi les trois principaux acteurs dans plus des deux tiers des 31 plus grands marchés générant des revenus supérieurs à \$100 millions (source : Esomar Annual Report 2010). Le positionnement de l'ensemble Ipsos-Synovate, tant en termes de capacités que d'expertise, serait significativement amélioré aussi bien dans les principaux marchés développés que dans les pays émergents. S'agissant des capacités opérationnelles, les ressources combinées des deux groupes porteraient, sur la base des chiffres de l'année 2010, le nombre d'interviews à plus de 70 millions par an (42 millions pour Ipsos et 30 millions pour Synovate) et la taille du panel à plus de 10 millions par an (7,6 millions pour Ipsos et 2,5 millions pour Synovate). L'expertise sectorielle du Groupe se trouverait particulièrement renforcée dans l'industrie pharmaceutique et l'automobile.

Ainsi, la combinaison d'Ipsos et de Synovate devrait démultiplier les capacités globales du Groupe. Le nouvel Ipsos bénéficierait d'une plateforme globale renforcée qui lui permettra d'anticiper et de satisfaire au plus près les attentes de ses clients grâce à la combinaison d'équipes expertes (à ce titre les effectifs du Groupe, qui s'élevaient à 9 498 salariés au 31 décembre 2010, compteront environ 6.000 salariés supplémentaires provenant de Synovate), d'une implantation géographique renforcée et d'une palette élargie d'outils et de produits, et donc disposer d'une offre globale à destination des clients multinationaux.

A titre illustratif, les graphiques ci-dessous présentent l'impact attendu de cette acquisition sur les parts de marchés du Groupe.

	Rang Ipsos	Rang Synovate	Rang I+S	Ipsos Marketing	Ipsos ASI	Ipsos Loyalty	Ipsos Public Affairs	Ipsos MediaCT
US 8 557*	N° 7	N° 9	N° 4					
UK 3 248*	N° 3	N° 4	N° 2					
Allemagne 2 897*	N° 4	N° 7	N° 4				-	
France 2 600*	N° 3	N° 11	N° 2					
Canada 637*	N° 1	N° 7	N° 1					
Suède 363*	N° 5	N° 4	N° 3					-

	Rang Ipsos	Rang Synovate	Rang I+S	Ipsos Marketing	Ipsos ASI	Ipsos Loyalty	Ipsos Public Affairs	Ipsos MediaCT
Chine 918*	N ° 3	N ° 6	N ° 1					
Brésil 587*	N ° 3	N ° 6	N ° 3					
Russie 258*	N ° 4	N ° 3	N ° 1				-	
Afrique du Sud 156*	N ° 5	N ° 1	N ° 1					
Inde 192*	N ° 6	N ° 3	N ° 3				-	

* Taille du marché en millions d'USD, source : Esomar, annual report 2010

: Leader du marché : Bonne position : Présence modérée : Présence faible

Pour le Groupe, les avantages d'une telle opération devraient également résulter des négociations avec les fournisseurs à l'échelle mondiale, de la mise en commun des centres de production, de l'insourcing, des panels online et des ressources IT, mais également d'économies d'échelle significatives, réalisables sur une base de revenus élargie au niveau de l'organisation, de ses fonctions support et de ses opérations.

Le Groupe estime que ces économies d'échelles devraient représenter environ 30 millions d'euros par an à l'horizon 2013. Les coûts de mise en œuvre des synergies escomptées sont estimés à 30 millions d'euros répartis entre 2011 et 2012.

Renforcé dans son périmètre et ses expertises, Ipsos devrait ainsi être en mesure de poursuivre sa croissance et générer des marges plus élevées à moyen terme.

L'Acquisition sera financée par les lignes de crédit existantes et la trésorerie disponible, par une nouvelle dette de 250 millions d'euros et par une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription pour les actionnaires d'Ipsos d'environ 200 millions d'euros. A ce titre, l'actionnaire de référence d'Ipsos, LT Participations, a indiqué son engagement à souscrire à l'augmentation de capital. Il est prévu que l'augmentation de capital soit garantie. Elle reste soumise à l'obtention du visa préalable de l'Autorité des marchés financiers et aux conditions de marché.

3.4.2 Présentation de Synovate

Synovate, la branche Etudes du groupe Aegis plc, 6^{ème} acteur mondial des études de marchés customisées avec une implantation dans plus de 60 pays et offre un large volant d'études de marchés customisées à des clients opérant dans différents secteurs d'activités. Synovate fait partie du groupe Aegis depuis l'acquisition de la société nord-américaine Market Facts en 1999 et de la société asiatique Asia Market Intelligence en 2000 et la mise en place consécutive du réseau international de Synovate en 2003.

Les informations financières relatives à Synovate contenues dans la présente section ont été extraites du « Circular to Ordinary Shareholders and Notice of General Meeting » d'Aegis en date du 29 juillet 2011 et publié sur son site Internet en anglais.

Le compte de résultat résumé, à taux de change publié, pour le groupe Synovate (hors périmètre d'Aztec) (« *Underlying income statements* ») est présenté ci-dessous :

	Résultats du groupe Synovate hors périmètre Aztec pour l'exercice clos au 31 décembre 2010 £m	Résultats du groupe Synovate hors périmètre Aztec pour l'exercice clos au 31 décembre 2009 £m	Résultats du groupe Synovate hors périmètre Aztec pour l'exercice clos au 31 décembre 2008 £m
Chiffre d'affaires	518,4	473,5	485,6
Coûts directs	(197,6)	(174,2)	(176,1)
Marge brute	320,8	299,3	309,5
Charges opérationnelles	(279,7)	(265,2)	(271,8)
Marge opérationnelle	41,1	34,1	37,7
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	-	(0,3)	(0,1)
Résultat opérationnel	41,1	33,8	37,6

Notes

1. La marge opérationnelle et le résultat opérationnel résultant des comptes du groupe Synovate (hors périmètre Aztec) ont été établis retraités des éléments non opérationnels (les « **éléments d'ajustement** ») afin de mieux appréhender la performance réalisée par le groupe et ses entreprises (hors périmètre Aztec). Selon le groupe, les résultats du groupe Synovate (hors périmètre Aztec) fournissent des informations additionnelles utiles aux actionnaires sur la performance du groupe Synovate (hors périmètre Aztec). La notion de résultat « retraité des éléments non opérationnels » issu des comptes du groupe Synovate (hors périmètre Aztec) (« *underlying* ») n'est pas un terme défini au sens des règles IFRS et ne se substitue ni ne prévaut sur les règles IFRS pour la détermination des résultats. Selon les administrateurs d'Aegis, ces « éléments d'ajustement » sont significatifs en raison de leur nature ou de leur montant. Ils comprennent les charges et produits sur cessions d'actifs, l'amortissement des actifs incorporels reconnus lors des regroupements d'entreprise (i.e. amortissement des relations clients), et les éléments non-récurrents tels que les charges de restructuration qui sont significatives en raison de leur nature ou de leur montant, selon les administrateurs d'Aegis.
2. Est présenté le résultat opérationnel du groupe Synovate (hors périmètre Aztec), avant les ajustements nets pour les charges intra-groupe qui resteront à la charge d'Aegis après la cession.
3. Par dérogation à la règle « *Listing Rule 13.5.19R* », les comptes de résultats pour chaque exercice clos les 31 décembre 2008, 2009 et 2010 ont été établis jusqu'au résultat opérationnel. Le résultat financier et les impôts sur les résultats n'ont pas été établis en raison de l'impossibilité de fournir une répartition satisfaisante des intérêts de la dette et des charges d'impôt, étant donné que celles-ci sont allouées au niveau du groupe et non au niveau d'une division.

3.4.3 Principaux termes et conditions du Contrat d'Acquisition

En vertu du Contrat d'Acquisition, Aegis s'est engagée à céder les actions qu'elle détient directement ou indirectement dans les sociétés du périmètre Synovate, à savoir : Aegis Market Research Holding Corp., Synovate MMA Inc., Synovate Holdings BV, Synovate Healthcare Limited, Synovate (Holdings) Limited, Synovate (Holding) Japan KK, Synovate Pty Limited, Synovate Limited and Synovate S.r.l (« **Synovate** »).

La réalisation de l'Acquisition est soumise à la réalisation des conditions suspensives visées au paragraphe (b) ci-après (les « **Conditions Suspensives** »). La date de réalisation de l'Acquisition est prévue, sous réserve de la réalisation des Conditions Suspensives, pour le 30 septembre 2011 (la « **Date de Réalisation** »).

(a) Le prix

La valeur d'entreprise de l'acquisition fixée à 525 millions de livres sterling a été calculée sur la base d'une trésorerie et d'un endettement nuls (« *cash free / debt free* ») et d'un niveau minimum de besoin en fonds de roulement pour Synovate. Ce montant sera en conséquence sujet à des ajustements usuels pour les niveaux de trésorerie, de dette et de besoin en fonds de roulement au sein de Synovate à la Date de Réalisation.

Ainsi, le prix initial payable à la Date de Réalisation (le « **Prix de Cession** ») sera de 525 millions de livres sterling ajusté : (i) à la hausse (s'il est positif) ou à la baisse (s'il est négatif), du montant net de trésorerie et de dette résultant de l'estimation faite par Aegis à la Date de Réalisation (« **Montant de Trésorerie et de Dette Estimé** »), et (ii) déduction faite du montant de 500.000 livres sterling (montant devant être versé par Ipsos à Aegis en paiement du prix de certains droits de propriété intellectuelle liés à Synovate et devant être transférés concomitamment à la Date de Réalisation). Toute dette existante entre Synovate et Aegis sera également prise en compte dans le Prix de Cession qui sera versé à la Date de Réalisation.

Les comptes à la Date de Réalisation seront établis par Ipsos en date du (i) 30 septembre 2011 si la Date de Réalisation intervient avant le 31 octobre 2011 (inclus), (ii) 30 Octobre 2011 si la Date de Réalisation intervient avant le 30 novembre 2011(inclus), ou (iii) 30 novembre 2011 si la Date de Réalisation intervient avant le 31 décembre 2011 (inclus), conformément aux règles IFRS et sur les mêmes bases que les pratiques habituelles de Synovate (les « **Comptes de Clôture** »). Le projet de Comptes de Clôture sera remis à Aegis dans les 60 jours civils suivants la Date de Réalisation et Aegis disposera de 25 jours civils pour examiner ces projets de comptes.

Une fois que les Comptes de Clôture auront été arrêtés, un ajustement du Prix de Cession sera effectué, selon le cas, par Ipsos ou Aegis, en prenant en compte (i) le montant correspondant à la différence positive ou négative entre le besoin en fonds de roulement de Synovate à la Date de Réalisation et le minimum de montant de besoin en fonds de roulement tel que convenu entre Aegis et Ipsos et (ii) le montant correspondant à la différence entre le Montant de Trésorerie et de Dette Estimé et le montant de trésorerie et de dette effectif à la Date de Réalisation, tel que reflété dans les Compte de Clôture.

(b) Conditions Suspensives à la réalisation de l'Acquisition

La réalisation de l'Acquisition est soumise à la réalisation des Conditions Suspensives suivantes :

- (i) l'approbation de la cession de Synovate à Ipsos par les actionnaires d'Aegis lors de l'assemblée générale en date du 16 août 2011 (l' « **Approbation des Actionnaires d'Aegis** ») ; cette approbation est intervenue à bonne date (voir section 3.4.1 ci-dessus) ;
- (ii) l'expiration des périodes de suspension et l'obtention des autorisations par les autorités de concurrence des Etats-Unis, de l'Allemagne, de la Russie et de la Turquie et le cas échéant de l'Union Européenne, (les « **Conditions de Concurrence** ») ;
- (iii) l'absence de toute ordonnance ou tout jugement d'un quelconque tribunal ou d'une autorité qui aurait pour effet de rendre illégale ou d'empêcher la réalisation de l'Acquisition ;

- (iv) l'absence de violation de l'une quelconque des obligations de conduite de l'activité au cours de la période entre la date de signature du Contrat d'Acquisition et la Date de Réalisation qui aurait pour effet, ou serait raisonnablement susceptible d'avoir, pour effet de générer une perte au titre de laquelle Ipsos serait fondé à réclamer une indemnisation pour un montant supérieur à 30 millions de livres sterling ; et
- (v) à la première date de réalisation de l'un quelconque des événements suivants : (a) le 24 octobre 2011 (la « **Date Butoir** ») ou (b) la date à laquelle chacune des Conditions Suspensives visées au paragraphes (i) et (ii) ci-dessus auront été satisfaites (ou, le cas échéant, la date de leur renonciation), aucun changement significatif défavorable affectant Synovate pris dans son ensemble ni aucune violation des garanties n'est intervenue depuis la date du Contrat d'Acquisition (et répétée à la Date Butoir), qui aurait pour effet, ou serait raisonnablement susceptible d'avoir pour effet, de générer une perte pour laquelle Ipsos serait fondé à réclamer une indemnisation d'un montant supérieur à 75 millions de livres sterling.

Ipsos a la possibilité de renoncer au bénéfice des Conditions Suspensives visées aux paragraphes (iv) et (v) et à certaines Conditions de Concurrence.

Le Contrat d'Acquisition prévoit que la réalisation de l'Acquisition intervienne à une Date de Réalisation fixée au 30 septembre 2011. Cependant, la Date de Réalisation pourrait être reportée à une date ultérieure au cas où l'Approbation des Actionnaires d'Aegis n'est pas obtenue au 19 août 2011 ou si les Conditions de Concurrence ne sont pas remplies au moins cinq jours ouvrés avant le 30 septembre 2011.

(c) Engagements préalables à la Date de Réalisation

Aegis a souscrit à un certain nombre d'engagements usuels couvrant la période courant entre la date de signature du Contrat d'Acquisition et la Date de Réalisation, comprenant le fait de gérer l'activité de Synovate dans des conditions normales et usuelles et de ne pas prendre certaines décisions ou effectuer certains actes dans le cadre de cette gestion de Synovate. Cependant, ces engagements ne peuvent avoir pour effet d'empêcher Aegis de mener à bien certaines opérations de restructurations avant la Date de Réalisation, y compris le transfert des activités Aztec à Aegis.

Aegis s'est encore engagée à ne pas solliciter d'offres concurrentes d'acquisition de Synovate jusqu'à la Date de Réalisation ou de résiliation du Contrat d'Acquisition, et en cas de manquement à cet engagement, à rembourser à Ipsos des frais supportés par Ipsos envers ses conseils liés à l'acquisition de Synovate (jusqu'à un maximum de 2 millions de livres sterling).

(d) Engagements postérieurs à la Date de Réalisation

Aegis a souscrit certains engagements de non-concurrence et de non débauchage de salariés dans des termes et conditions usuels. Ces engagements prévoient des limitations appropriées en matière d'étendue, d'exclusions et exceptions protégeant les activités conservées par Aegis.

(e) Déclarations, garanties, indemnités et limitations de responsabilité

Les garanties données par Aegis portent notamment sur la propriété des titres, la capacité à signer le Contrat d'Acquisition, la solvabilité ainsi que d'autres garanties usuelles pour ce type de transaction. Les garanties portant sur la propriété des titres, la capacité à signer le Contrat d'Acquisition, la solvabilité et les licences d'exploitation (les « **Garanties Clefs** ») seront réitérées à la Date de Réalisation. Aegis a également consenti en faveur d'Ipsos des indemnités en relation avec certaines matières, y compris pour tous dommages ou pertes liés au transfert des activités Aztec à Aegis avant la Date de Réalisation.

Ipsos ne pourra pas réclamer d'indemnisation au titre des garanties ou indemnités, ou des engagements préalables à la Date de Réalisation, après l'expiration d'une période de deux ans à compter de la Date de Réalisation, à l'exception (i) des Garanties Clefs pour lesquels la période de garantie est de six années à compter de la Date de Réalisation et (ii) des garanties fiscales ou des engagements résultants du contrat régissant les matières fiscales pour lesquels la période de garantie est égale à la durée de la prescription légale plus trois mois.

La responsabilité maximale d'Aegis pour les réclamations au titre du Contrat d'Acquisition ou du contrat régissant les matières fiscales est limitée au Prix de Cession, avec une limite de 20% du Prix de Cession pour les garanties et indemnités, autres que les Garanties Clefs et les garanties en matière fiscale.

(f) Résiliation et indemnité de rupture

Le Contrat d'Acquisition pourra être résilié à tout moment avant la Date de Réalisation :

- (i) par Ipsos si l'Approbation des Actionnaires d'Aegis n'intervient pas avant le 1^{er} septembre 2011 à 17h00 (heure de Londres) ; ou
- (ii) par Ipsos ou Aegis si les Conditions Suspensives ne sont pas remplies, ou le cas échéant, n'ont pas fait l'objet de renonciation à la Date Butoir à 17h00 (heure de Londres), à moins qu'Ipsos décide de repousser la Date Butoir (au plus tard le 23 décembre 2011) afin de faciliter la réalisation des Conditions de Concurrence non encore remplies.

Si le Contrat d'Acquisition venait à être résilié en raison de la non-réalisation des Conditions de Concurrence et ce du fait d'Ipsos, Ipsos s'est engagé à verser à Aegis une indemnité de rupture d'un montant de 7,875 millions de livres sterling, à moins qu'une telle situation n'ait été causée par le non respect par Aegis de ses obligations au titre des Conditions de Concurrence.

Si le Contrat d'Acquisition venait à être résilié et dans le cas où Aegis s'engagerait, dans les neuf mois suivant la date signature du Contrat d'Acquisition, à céder Synovate à un tiers, alors Aegis paierait à Ipsos une indemnité de rupture d'un montant de £7,875 millions de livres sterling, à moins que cette situation n'ait été causée par le non respect par Ipsos de ses obligations au titre des Conditions de Concurrence, qu'un changement significatif défavorable au sein de Synovate pris dans son ensemble ne soit survenu ou qu'Ipsos n'ait pas respecté ses engagements relatifs à la disponibilité des fonds nécessaires à l'acquisition à la Date de Réalisation. L'indemnité de rupture serait également due au cas où le Conseil d'administration d'Aegis retirerait ou assortirait de réserve sa recommandation en faveur de l'acquisition de Synovate par Ipsos et l'Approbation des Actionnaires d'Aegis n'intervenait pas (ou si l'assemblée général des actionnaires d'Aegis ne se tenait pas avant le 1^{er} septembre 2011).

(g) Loi applicable

Le Contrat d'Acquisition est régi par le droit anglais.

(h) Contrats annexes

A la Date de Réalisation, Aegis et Ipsos signeront des accords portant sur les matières fiscales au titre desquels Aegis s'engagera à indemniser Ipsos contre toutes les responsabilités ou passifs fiscaux de Synovate, qui, de manière générale, sont liés aux événements ou résultats relatifs à la période précédant la Date de Réalisation et devant être supportés par Aegis, et ce dans la limite du Prix de Cession.

3.4.4 Informations financières *pro forma*

(a) Contexte de l'établissement des informations financières *pro forma* au 31 décembre 2010

Le 27 juillet 2011, le groupe Ipsos a annoncé la signature d'un accord avec Aegis Group plc (« **Aegis** ») afin d'acquérir 100% du capital de Synovate, à l'exception de la société Aztec, pour une valeur d'entreprise de 525 millions de livres sterling.

L'acquisition sera financée par une nouvelle dette de 250 millions d'euros, une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription pour les actionnaires d'Ipsos d'environ 200 millions d'euros, par les lignes de crédit existantes et la trésorerie disponible.

Les informations financières *pro forma* établies en raison de l'Acquisition ont été préparées au titre de l'exercice 2010, à l'exclusion du premier semestre 2011. La production d'informations financières *pro forma* semestrielles au 30 juin 2011 n'est pas apparue pertinente, compte tenu de la forte saisonnalité de l'activité des études par enquête, les résultats du premier semestre représentant moins de 50% du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle annuels.

Les informations financières *pro forma* au 31 décembre 2010 sont destinées à appréhender les impacts de l'acquisition envisagée de Synovate et de son financement, sur les principaux agrégats financiers du Groupe au 31 décembre 2010.

Les informations financières *pro forma* au 31 décembre 2010 ont une valeur purement illustrative, et en raison de leur nature, traitent d'une situation hypothétique. Elles ne constituent en rien une indication des résultats des activités opérationnelles ou de la situation financière du nouveau Groupe consolidé qui aurait été obtenue si l'opération était intervenue le 31 décembre 2010 pour le bilan et le 1er janvier 2010 pour le compte de résultat. Par ailleurs, ces informations financières *pro forma* au 31 décembre 2010 ne représentent pas nécessairement ce qui aurait été constaté dans les comptes consolidés du Groupe, si l'acquisition envisagée de Synovate avait été effectivement réalisée. En aucun cas, elles n'ont pour objectif de présenter, ni ne peuvent être utilisées pour présumer de l'évolution future des comptes consolidés du Groupe. Enfin, les informations financières *pro forma* consolidées ne tiennent compte d'aucune économie de coûts ou d'autres synergies qui pourraient résulter de l'opération de rapprochement.

(b) Méthodologie d'établissement des informations financières *pro forma* au 31 décembre 2010

Les informations financières *pro forma* au 31 décembre 2010 présentées ci-après ont été préparées sur la base des bilans et comptes de résultat consolidés au 31 décembre 2010 en normes IFRS d'Ipsos d'une part et de Synovate d'autre part tels qu'ils ont été audités et publiés. Les comptes consolidés de Synovate correspondent à la division Synovate d'Aegis, à l'exclusion de la société Aztec. Ils ont fait l'objet d'un audit dans le cadre de l'audit des comptes consolidés d'Aegis.

Dans la mesure où Ipsos ne détient pas encore le contrôle de Synovate, il n'a pas été possible à ce stade de procéder à l'étude détaillée des méthodes comptables appliquées par Synovate, à la quantification des ajustements nécessaires pour harmoniser ces méthodes avec celles d'Ipsos, à l'identification complète des transactions intra-groupe conclues entre les deux groupes présumées non significatives, ni à l'allocation précise du coût d'acquisition à l'ensemble des actifs et passifs acquis. Il convient toutefois de relever, que sur la base des informations disponibles aucune divergence de méthode comptable n'a été identifiée à ce jour, à l'exception de la méthode de reconnaissance du revenu par Synovate (Ipsos reconnaît le chiffre d'affaires selon la méthode de l'avancement tandis que la méthode adoptée par Synovate est la méthode à l'achèvement avec des exceptions uniquement pour les contrats à durée longue, les contrats à exécution continue et les contrats syndiqués). Ces travaux seront conduits après la réalisation de l'acquisition dans le cadre de la préparation de la première intégration

de Synovate dans les comptes consolidés du Groupe. Pour ces raisons, les principes comptables appliqués tant par Ipsos que par Synovate sont maintenus inchangés. De même, les informations *pro forma* au 31 décembre 2010 n'intègrent pas la première évaluation à la « juste valeur » des actifs et passifs de Synovate. Aussi, les relations clients de Synovate n'ont pas été valorisées et aucun amortissement y afférent n'a été comptabilisé dans le compte de résultat *pro forma* 2010.

Sur le premier semestre 2011, Synovate a réalisé l'acquisition de la société ComCon, basée en Russie, qui sera consolidée dans les comptes de Synovate sur l'exercice 2011 et n'est donc pas incluse dans les comptes consolidés *pro forma* 2010.

En conséquence, les comptes consolidés IFRS au 31 décembre 2010 d'Ipsos et Synovate qui seront communiqués à titre comparatif dans les prochains états financiers différeront significativement des informations financières *pro forma* au 31 décembre 2010 présentées ci-après.

Les principales hypothèses *pro forma* retenues sont les suivantes :

- *Détermination du goodwill*

Le *goodwill* a été déterminé en considérant que l'opération a été réalisée au 31 décembre 2010. Le prix d'acquisition des titres Synovate s'élève à 609,9 millions d'euros (i.e. 525 millions de livres sterling converties au taux de change du 31 décembre 2010 (1 euro = 0,86075 livre sterling)).

Conformément à la norme IFRS3 Révisée – Regroupements d'entreprises, les frais de transactions liés à l'acquisition de Synovate évalués à 12 millions d'euros ainsi que l'économie d'impôt associée ont été comptabilisés dans le compte de résultat *pro forma* 2010.

- *Retraitement de l'endettement net et de la charge financière sous jacente*

Certaines sociétés de la division Synovate du groupe Aegis étaient endettées vis-à-vis d'autres holdings du groupe Aegis. Dans le cadre de l'acquisition, il est prévu que l'endettement net (endettement brut – trésorerie disponible) de la division Synovate ne soit pas racheté par Ipsos. L'endettement net de Synovate et la charge financière sous jacentes ont donc été éliminés dans les états financiers *pro forma* 2010.

- *Financement de l'acquisition*

L'acquisition est financée par un endettement complémentaire de 390 millions d'euros (tirage à hauteur de 140 millions d'euros de la tranche B du crédit syndiqué existant de 215 millions d'euros et émission d'un nouveau crédit syndiqué de 250 millions d'euros dont les principales caractéristiques sont décrites à la section 8 ci-dessous), par une augmentation de capital d'environ 200 millions d'euros et par la trésorerie disponible.

Les frais d'augmentation de capital évalués à 5 millions d'euros ont été imputés sur le montant des primes d'émission afférentes à l'augmentation de capital.

Les frais d'émission d'emprunts évalués à 5,5 millions d'euros ont été imputés sur le montant brut des emprunts émis.

Une charge théorique d'intérêts financiers au titre de l'endettement complémentaire de 390 millions d'euros a été comptabilisée dans le compte de résultat *pro forma* 2010 à hauteur de 11,6 millions d'euros, ainsi que l'économie d'impôt associé.

- *Charge relative aux rémunérations en actions*

La charge relative aux rémunérations en actions (comptabilisée conformément à la norme IFRS2) de Synovate pour 2,6 millions d'euros a été maintenue dans le compte de résultat *pro forma* 2010 en prenant pour hypothèse qu'une charge équivalente aurait été constatée si les salariés de Synovate avaient bénéficié d'un plan d'actions d'Ipsos.

(c) *Comptes pro forma au 31 décembre 2010*

Les comptes *pro forma* au 31 décembre 2010 ainsi établis sont présentés ci-après :

- *Compte de résultat pro forma au 31 décembre 2010*

en millions d'euros	(a) Ipsos	(b) Synovate	Ajustements	Pro forma
Chiffre d'affaires	1 140,8	604,9	-	1 745,7
Coûts directs	(418,1)	(231,1)	-	(649,2)
Marge brute	722,7	373,7	-	1 096,5
Charges de personnel - hors rémunération en actions	(441,4)	(241,5)	-	(682,9)
Charges de personnel - rémunération en actions	(5,8)	(2,6)	-	(8,3)
Charges générales d'exploitation	(148,0)	(79,3)	-	(227,3)
Autres charges et produits opérationnels	(8,0)	(2,4)	-	(10,5)
Marge opérationnelle	119,5	47,9	-	167,4
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(1,7)	-	-	(1,7)
Autres charges et produits non courants	(1,4)	-	(12,0) ^(c)	(13,4)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	0,1	-	-	0,1
Résultat opérationnel	116,5	47,9	(12,0)	152,4
Charges de financement	(15,3)	-	(11,6) ^(d)	(26,9)
Autres charges et produits financiers	(0,8)	-	-	(0,8)
Résultat net avant impôts	100,3	47,9	(23,6)	124,6
Impôt sur les résultats	(27,5)	(13,7)	7,9 ^(e)	(33,3)
Résultat net	72,8	34,2	(15,7)	91,3
Dont part du Groupe	66,2	34,2	(15,7)	84,7
Dont part des minoritaires	6,6	-	-	6,6

(a) extrait des comptes consolidés audités d'Ipsos au 31 décembre 2010.

(b) extrait des comptes consolidés audités d'Aegis au 31 décembre 2010 pour la division Synovate à l'exclusion de la société Aztec.

(c) représente les frais d'acquisition de Synovate pour 12 millions d'euros comptabilisés dans le compte de résultat conformément à la norme IFRS 3 Révisée.

(d) représente la charge nette d'intérêts annuelle théorique associée au financement du projet d'acquisition de Synovate avec un endettement complémentaire de 390 millions d'euros.

(e) représente le produit d'impôt relatif à la charge nette d'intérêts associée au financement de l'opération et aux frais d'acquisitions.

- Bilan pro forma au 31 décembre 2010

en millions d'euros	(a) Ipsos	(b) Synovate	Total ajustements	Pro forma
ACTIF				
Goodwill	716,9	-	547,4 ^(c)	1 264,3
Autres immobilisations incorporelles	38,1	9,4	-	47,5
Immobilisations corporelles	26,7	19,6	-	46,3
Participation dans les entreprises associées	1,0	-	-	1,0
Autres actifs financiers non courants	6,0	1,9	-	7,9
Impôts différés actifs	23,0	5,8	-	28,8
Actifs non courants	811,7	36,7	547,4	1 395,8
Clients et autres actifs courants	382,5	211,8	-	594,3
Instruments financiers dérivés	0,7	-	-	0,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	150,0	-	(46,1) ^(d)	103,9
Actifs courants	533,2	211,8	(46,1)	698,9
TOTAL ACTIF	1 344,9	248,5	501,3	2 094,7
en millions d'euros				
PASSIF				
Capital et primes d'émission	348,2	-	195,0	543,2
Autres réserves consolidées	268,2	62,5	(78,2)	252,5
Capitaux propres - part du Groupe	616,4	62,5	116,8^(e)	795,7
Intérêts minoritaires	11,6	-	-	11,6
Capitaux propres	628,0	62,5	116,8	807,3
Emprunts et autres passifs financiers non courants	276,9	-	384,5 ^(f)	661,4
Provisions non courantes	0,3	1,4	-	1,7
Provisions pour retraites	9,9	2,6	-	12,5
Impôts différés passifs	52,6	6,0	-	58,6
Autres passifs non courants	41,6	5,8	-	47,4
Passifs non courants	381,3	15,8	384,5	781,6
Emprunts et autres passifs financiers courants	58,9	-	-	58,9
Fournisseurs et autres passifs courants	268,2	163,7	-	431,9
Impôts courants	6,7	4,8	-	11,5
Provisions courantes	1,8	1,7	-	3,5
Passifs courants	335,6	170,2	-	505,8
TOTAL PASSIF	1 344,9	248,5	501,3	2 094,7

(a) extrait des comptes consolidés audités d'Ipsos au 31 décembre 2010.

(b) extrait des comptes consolidés audités d'Aegis au 31 décembre 2010 pour la division Synovate, à l'exclusion de la société Aztec, et après l'élimination des non valeurs (i.e. *goodwill* historique et immobilisations incorporelles reconnus par Synovate lors d'acquisitions antérieures), de l'endettement net de Synovate et d'une partie des impôts différés actifs qui ne font pas l'objet de la cession.

(c) détermination du *goodwill* comme suit :

- prix d'acquisition : 609,9 millions d'euros ;
- actif net comptable tel que publiés par Aegis dans ses comptes au 31 décembre 2010 pour la division Synovate, à l'exclusion de la société Aztec, et après l'élimination des non valeurs (i.e. *goodwill* historique et immobilisations incorporelles reconnus par Synovate lors d'acquisitions antérieures), de l'endettement net de Synovate et d'une partie des impôts différés actifs qui ne font pas l'objet de la cession : 62,5 millions d'euros ;
- soit un *goodwill* brut de 547,4 millions d'euros.

- (d) l'effet sur la trésorerie résulte des éléments suivants :
- utilisation de la trésorerie disponible à hauteur de 30,4 millions d'euros en complément de l'augmentation de capital (i.e. 195 millions d'euros net de frais) et de la nouvelle dette (i.e. 384,5 millions d'euros net de frais) pour le paiement de Synovate (i.e. 609,9 millions d'euros).
 - paiement des intérêts financiers *pro forma* 2010 et des frais d'acquisition nets d'impôts : -15,7 millions d'euros
- (e) l'effet sur les capitaux propres est le suivant :
- augmentation de capital (net des frais d'augmentation) : 195 millions d'euros ;
 - élimination des capitaux propres de Synovate : -62,5 millions d'euros ;
 - incidence sur le compte de résultat des charges financières et des frais d'acquisitions nets d'impôts : -15,7 millions d'euros.
- (f) l'effet sur l'endettement est le suivant :
- financement du projet d'acquisition par endettement : 390 millions d'euros brut déduction des frais d'émission d'emprunt estimés à 5,5 millions d'euros, soit un financement net complémentaire de 384,5 millions d'euros ;

Le Groupe s'est engagé à atteindre certains ratios financiers tels que endettement net consolidé / EBITDA consolidé (soit la marge opérationnelle augmentée des dotations aux amortissements et provisions), EBIT consolidé ((soit la marge opérationnelle) / frais financiers nets consolidés), et endettement net consolidé / capitaux propres consolidés. Les niveaux à respecter pour ces différents ratios financiers sont les suivants :

Ratios financiers	Niveau à respecter
1. Endettement net consolidé / capitaux propres consolidés	<1
2. Endettement net consolidé / EBITDA consolidé	<3,5
3. Marge opérationnelle / frais financiers nets consolidés	> 3,75

Sur la base des comptes consolidés *pro forma* au 31 décembre 2010, Ipsos remplirait ces engagements.

(d) Rapport des commissaires aux comptes sur les informations financières *pro forma* au 31 décembre 2010

Messieurs les co-présidents,

En notre qualité de commissaire aux comptes et en application du règlement (CE) N° 809/2004, nous avons établi le présent rapport sur les informations *pro forma* de la société Ipsos SA (la « Société ») relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2010 incluses dans les sections 3.4.4(b) et 3.4.4(c) de l'actualisation de son document de référence 2010 daté du 26 août 2011.

Ces informations *pro forma* ont été préparées aux seules fins d'illustrer l'effet que l'acquisition envisagée de Synovate, à l'exception de la société Aztec, et de son financement aurait pu avoir sur le bilan et le compte de résultat de la Société au 31 décembre 2010 si l'opération avait pris effet le 31 décembre 2010 pour le bilan et le 1^{er} janvier 2010 pour le compte de résultat. De par leur nature même, elles décrivent une situation hypothétique et ne sont pas nécessairement représentatives de la situation financière ou des performances qui auraient pu être constatées si l'acquisition était survenue à une date antérieure à celle de sa survenance envisagée.

Ces informations *pro forma* ont été établies sous votre responsabilité en application des dispositions du règlement (CE) N° 809/2004 et des recommandations CESR relatives aux informations *pro-forma*.

Il nous appartient, d'exprimer, dans les termes requis par l'annexe II point 7 du règlement (CE) N° 809/2004, une conclusion sur le caractère adéquat de l'établissement des informations *pro forma*.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces travaux qui ne comportent pas d'examen des informations financières sous jacentes à l'établissement des informations *pro forma* ont consisté principalement à vérifier que les bases à partir desquelles ces informations *pro forma* ont été établies concordent avec les documents sources tels que décrits dans les notes annexes aux informations *pro forma*, à examiner les éléments probants justifiant les retraitements *pro forma* et à nous entretenir avec la Direction de la Société pour collecter les informations et les explications que nous avons estimées nécessaires.

A notre avis :

- Les informations *pro forma* ont été adéquatement établies sur la base indiquée ;
- Cette base est conforme aux méthodes comptables de l'émetteur, à l'exception de la méthode comptable de reconnaissance de revenu ainsi que précisé dans la section 3.4.4(b) des Informations financières *pro forma*.

Ce rapport est émis aux seules fins du dépôt de l'actualisation du document de référence 2010 de la Société auprès de l'AMF et, le cas échéant, de l'offre au public en France et dans les autres pays de l'Union européenne dans lesquels un prospectus, comprenant le document de référence et cette actualisation, visé par l'AMF, serait notifié, et ne peut être utilisé dans un autre contexte.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 26 août 2011

Les commissaires aux comptes,

PricewaterhouseCoopers Audit

Jean-François Châtel

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton
International

Vincent Papazian

3.4.5 Informations financières semestrielles relatives à Synovate

Les informations financières semestrielles relatives à Synovate et présentées dans la présente section 3.4.5 sont issues des informations financières pour le 1^{er} semestre 2011 publiées par Aegis le 25 août 2011 sur son site Internet en anglais.

Ipsos atteste avoir fidèlement traduit et reproduit ces informations. En revanche, Ipsos ne saurait être considéré comme ayant pris la responsabilité de l'exactitude et du caractère complet de ces informations financières à la date de la présente Actualisation.

(a) Bilan et compte de résultat de Synovate (hors périmètre d'Aztec)

<i>(en millions de livres sterling)</i>	Semestre clos au 30 juin 2011	Semestre clos au 30 juin 2010	Exercice clos au 31 décembre 2010
Chiffre d'affaires	237,7	222,9	518,4
Coût des ventes	(93,4)	(84,0)	(197,6)
Résultat brut des activités en cours de cession	144,3	138,9	320,8
Charges opérationnelles	(145,3)	(138,1)	(285,2)
Résultats des activités en cours de cession avant intérêts et impôts	(1,0)	0,8	35,6
Revenus d'investissement	0,1	0,3	0,5
Charges de financement	(0,5)	(0,7)	(1,6)
Charges de financement nettes	(0,4)	(0,4)	(1,1)
Résultat des activités en cours de cession avant impôts	(1,4)	0,4	34,5
Impôts	(0,1)	(0,6)	(11,5)
Résultat pour la période des activités en cours de cession	(1,5)	(0,2)	23,0

(en millions de livres sterling)

30 juin 2011

Actifs non courants	
Goodwills	397,3
Autres immobilisations incorporelles	27,3
Immobilisations corporelles	17,1
Impôts différés actifs	7,8
Autres actifs financiers non courants	0,6
	450,1
Actifs courants	
Travail en cours	15,0
Fournisseurs et autres créances	160,9
	175,9
Total actif	626,0

Passif courant	
Fournisseurs et autres dettes	(126,0)
Impôts courants passifs	(0,9)
	(126,9)
Passifs non courants	
Autres passifs non courants	(8,1)
Passifs financiers dérivés	(20,0)
Impôts différés passifs	(4,1)
	(32,2)
Total passif	(159,1)
Actif net	466,9

(b) Activités de Synovate (y compris Aztec) au cours du 1^{er} semestre 2011

L'attention du lecteur est attirée sur le fait que les informations publiées par Aegis reproduites ci-dessous correspondent au périmètre actuel du groupe Synovate qui comprend les activités d'Aztec qui sont exclues du périmètre de l'Acquisition. Ces informations sont donc présentées à titre purement indicatif et ne préjugent en rien des résultats futurs de Synovate.

« Synovate (avec Aztec)

<i>En millions de livres sterling</i>	S1 2011	S1 2010	Variation (%)	Taux de change constant (%)
Chiffre d'affaires brut*				
Europe, Moyen-Orient, Afrique	108,1	106,6	1,4	0,9
Amériques	81,2	71,9	12,9	18,5
Asie-Pacifique	80,4	70,3	14,4	11,5
Chiffre d'affaires brut mondial	269,7	248,8	8,4	8,9
Chiffre d'affaires net*				
Europe, Moyen-Orient, Afrique	66,4	64,4	3,1	5,9
Amériques	48,7	45,8	6,3	11,4
Asie-Pacifique	47,8	42,7	11,9	5,8
Chiffre d'affaires net mondial	162,9	152,9	6,5	7,5
Conversion du chiffre d'affaires net	60,4%	61,5%		
Charges opérationnelles	(157,5)	(148,2)	(6,3)	(7,1)
Résultat opérationnel**	5,4	4,7	14,9	17,4
Marge opérationnelle / Chiffre d'affaires brut**	2,0%	1,9%	10 bps	10 bps

* Aux fins de la présente publication, le chiffre d'affaires brut de Synovate correspond au chiffre d'affaire statutaire. Le chiffre d'affaires net correspond au résultat brut des résultats statutaires.

** Dans le présent commentaire et sauf indication contraire, les résultats sont présentés sur une base "ajustée" ("underlying").

Chiffres clés

- Le chiffre d'affaires brut organique a augmenté de 6,6%, dont 6,2% au deuxième trimestre
- A taux de change constant, la marge opérationnelle a crû de 10 points de base à 2,0%;
- Le résultat opérationnel a progressé de 17,4% à 5,4 millions de livres sterling, à taux de change constant;

- Synovate bien positionné, avec une progression des commandes de 5,1%, à la clôture du premier semestre.

Présentation générale

Synovate a réalisé une solide performance au premier semestre 2011. Les ventes ont augmenté de 4,4% à période comparable de l'année précédente, avec un chiffre d'affaires brut en progression de 8,4% à 269,7 millions de livres sterling. La croissance du chiffre d'affaires organique a atteint 6,6% au cours du semestre et 6,2% au deuxième trimestre.

Synovate (avec Aztec)	Performance trimestrielle						Performance semestrielle		
	T1/10	T2/10	T3/10	T4/10	T1/11	T2/11	S1/10	S2/10	S1/11
% de variation organique	(1,9)	6,5	11,5	6,3	7,3	6,2	2,8	8,4	6,6
Chiffre d'Affaires									

Le résultat opérationnel a augmenté de 14,9% à 5,4 millions de livres sterling, avec une marge opérationnelle en progression de 10 points de base à 2,0%. Le chiffre d'affaires net a augmenté de 6,5% à 162,9 millions de livres sterling. La conversion du chiffre d'affaires net s'établit à 60,4%, en recul de 110 points de points de base par rapport à 2010 du fait de la combinaison de travaux et de la pression constante sur les prix au premier semestre 2011.

Comme précédemment indiqué, l'accentuation de la pression sur les frais de personnel se poursuit, particulièrement dans les régions en croissance rapide et en Amérique du Nord où nous avons relevé notre investissement en personnel pour soutenir la croissance de haut niveau enregistrée au cours de la période. A la fin du premier semestre, les effectifs avaient crû de 10,1% en glissement annuel, les charges opérationnelles totales augmentant de 6,3% aux taux publiés, et de 7,1% à taux de change constant, à 157,5 millions de livres sterling.

Synovate EMEA

Dans les pays de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique, le chiffre d'affaire brut a progressé de 0,9%, à taux de change constant, à 108,1 millions de livres sterling, tandis que le chiffre d'affaires net à 66,4 millions de livres sterling progresse de 5,9 % à taux de change constant.

En Europe Occidentale, nos activités enregistrent de bonnes performances en Allemagne, en Italie et aux Pays-Bas. La France enregistre une remarquable reprise après une année 2010 difficile. Nos activités en Espagne et en Grèce ont toutefois continué de pâtir de la conjoncture. Le marché au Royaume-Uni est resté difficile, mais la performance de notre activité y a enregistré des progrès notables au cours de la période.

La Russie a bien évolué et l'intégration de COMCON a été finalisée plus rapidement que prévu par notre plan initial.

Nos activités au Moyen-Orient et en Afrique du Nord se sont bien tenues, particulièrement en Arabie Saoudite et dans les Emirats Arabes Unis, en dépit de l'incertitude du macro-environnement qui a prévalu dans la région sur la période.

Nous avons réalisé une bonne croissance ailleurs en Afrique, avec notamment les solides performances de nos activités en Afrique du Sud et du Kenya.

Synovate Amériques

Le chiffre d'affaires brut Amériques s'est inscrit en hausse de 18,5% à taux de change constant, à 81,2 millions de livres sterling, tandis que le chiffre d'affaires net à 48,7 millions de livres sterling progresse de 11,4% à taux de change constant.

Notre activité nord-américaine a bien évolué avec une évolution des ventes positive sur la période, en dépit de la persistance de l'environnement concurrentiel.

Nos activités en Amérique Latine ont également réalisé de bonnes performances, tirées par les résultats solides du Mexique, de l'Argentine et du Chili.

Synovate Asie-Pacifique

Dans la région Asie-Pacifique, le chiffre d'affaires brut s'est élevé à 80,4 millions de livres sterling, en progression de 11,5% à taux de change constant. Le chiffre d'affaires net a atteint 47,8 millions de livres sterling, soit une hausse de 5,8% à taux de change constant.

Nos activités dans la région Asie-Pacifique ont réalisé une croissance significative des ventes et du chiffre d'affaires au cours de la période, avec des performances particulièrement solides au crédit de la Chine élargie, de l'Inde et de l'Indonésie.

Notre activité au Japon a enregistré une performance honorable, compte tenu des événements dévastateurs intervenus dans le pays au cours de la période. La reprise dans l'industrie japonaise devrait toutefois rester lente.

L'Inde a très bien progressé en dépit de la nature compétitive de son marché, avec le maintien de la pression sur les charges de personnel et les prix des produits. Nous avons de plus continué d'investir dans le recrutement pour soutenir la croissance de notre activité en Inde.

La croissance des ventes et du chiffre d'affaires en Chine élargie est restée forte, grâce aux excellentes performances enregistrées par nos équipes Automobile, Médias et Technologies.

Branches Industrie

Un certain ralentissement des dépenses sur les recherches a été enregistré chez certains clients du secteur des biens de consommation courante au premier semestre, ceux-ci ayant réduit les dépenses ou les ayant reportées au deuxième semestre de l'année.

Nos activités médicales se sont bien tenues sur la période, grâce aux efforts de la direction qui a su tirer le meilleur parti des opportunités d'amélioration des performances. La direction reste axée sur le développement de notre portefeuille de suivi thérapeutique, en capitalisant sur les opportunités d'entrer en lice sur des projets régionaux d'envergure et cherchant de nouvelles activités potentielles des clients.

L'automobile a continué d'afficher des signes très positifs de redressement, soutenue par la hausse des dépenses enregistrée chez certains constructeurs asiatiques et européens.

Récapitulatif

Synovate a réalisé de solides résultats au premier semestre 2011 qui sont globalement au niveau de la croissance du secteur. »

4. FACTEURS DE RISQUES

Dans le cadre de la présente Actualisation, les informations suivantes complètent les informations contenues dans la section 11 « Principaux risques et incertitudes auxquels le groupe Ipsos est confronté » figurant au chapitre 3 « Rapport de gestion relatif à l'exercice 2010 » et dans la section 6.2 « Objectifs et politiques de gestion des risques financiers » figurant au chapitre 4 « Comptes consolidés » du Document de Référence.

Les facteurs de risque relatifs à l'activité du Groupe sont décrits aux pages 71 à 73 et 122 à 125 du Document de Référence. En complément de ces facteurs de risque, les investisseurs sont invités, avant de prendre leur décision d'investissement, à se référer aux facteurs de risque suivants.

La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés dans le Document de Référence et la présente Actualisation.

4.1 Risques liés à l'acquisition de Synovate

4.1.1 L'intégration des opérations de Synovate pourrait engendrer des coûts d'intégration plus élevés et/ou des économies ou revenus moins importants que prévus

Le succès à terme de l'acquisition de Synovate dépendra de l'efficacité de l'intégration des équipes de Synovate au sein du Groupe, de la réalisation effective des économies d'échelles et des synergies envisagées, et de la capacité du Groupe à préserver le potentiel de développement de Synovate. Le succès de l'intégration dépendra notamment de la capacité du Groupe à conserver les équipes opérationnelles de Synovate en particulier celles dédiées aux clients, à maintenir la base de la clientèle de Synovate, et à capitaliser sur le savoir-faire des deux groupes de manière efficace pour optimiser les efforts de développement, notamment au niveau des opérations et au niveau commercial. La capacité du Groupe à réaliser les économies escomptées est, en particulier, dépendante du succès des négociations à l'échelle mondiale avec les fournisseurs du Groupe, de la mise en commun efficace des centres de production, de la réalisation de l'insourcing et de la consolidation des ressources IT et des fonctions support. Les difficultés éventuelles qui seraient rencontrées dans l'intégration de Synovate pourraient entraîner des coûts d'intégration plus élevés et/ou des économies ou revenus moins importants que prévus, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur l'activité, la stratégie, les résultats et la situation financière du nouveau Groupe.

4.1.2 La réalisation de l'acquisition de Synovate reste soumise à la satisfaction de plusieurs conditions suspensives dont la non-réalisation ou la réalisation avec retard pourrait avoir un impact défavorable sur l'acquisition envisagée et le Groupe

L'acquisition de Synovate est soumise, en vertu du Contrat d'Acquisition, à la réalisation de certaines conditions suspensives usuelles pour ce type d'opérations dont notamment l'obtention des autorisations des autorités compétentes en matière de concurrence, le respect de certains engagements par Aegis, l'absence de changement significatif défavorable au sein de Synovate jusqu'à la date de réalisation de l'opération, ou encore le respect par Aegis des garanties octroyées notamment en matière de propriété des actions Synovate, capacité à conclure la cession des actions, solvabilité, jouissance des licences requises pour l'exercice de son activité ainsi que d'autres garanties usuelles pour ce type d'opération.

Aucune assurance ne peut être donnée quant à l'obtention de l'ensemble de ces autorisations ou quant à son obtention dans des conditions favorables pour le Groupe, bien qu'Ipsos dispose de la faculté de renoncer à certaines conditions liées au droit de la concurrence et de repousser dans certaines limites la date de réalisation de l'acquisition jusqu'au 23 décembre 2011, de même que quant à la réalisation de

l'ensemble des autres conditions suspensives. L'absence, le retard ou la soumission à des conditions ou obligations pénalisantes pour Ipsos de la levée de l'une des conditions suspensives pourrait entraîner la non réalisation ou affecter défavorablement l'acquisition, la stratégie, la situation financière et les perspectives du Groupe.

Par ailleurs, si le Contrat d'Acquisition venait à être résilié en raison de conditions liées au droit de la concurrence non remplies du fait d'Ipsos, Ipsos s'est engagé à verser à Aegis une indemnité de rupture d'un montant de 7,875 millions de livres sterling, à moins qu'une telle situation n'ait été causée par le non respect par Aegis de ses obligations au titre du droit de la concurrence (voir section 3.4.3(f) ci-dessus).

4.2 Risque lié à une éventuelle dépréciation des écarts d'acquisition (*goodwills*)

Au 30 juin 2011, le montant des *goodwills* comptabilisés au bilan du Groupe s'élevait à environ 681 millions d'euros (voir la note 5.1 aux comptes consolidés du 1^{er} semestre 2011 figurant dans le rapport financier semestriel annexé à la présente Actualisation). Les opérations de croissance externe, et en particulier l'acquisition de Synovate, traitées comme des regroupements d'entreprises pourront dans le futur générer la comptabilisation de nouveaux *goodwills*. Dans les comptes *pro forma* au 31 décembre 2010, un *goodwill* en cours d'affectation, lié à l'acquisition de Synovate, a été constaté à hauteur de 547,4 millions d'euros (voir la section 3.4.4 de la présente Actualisation).

En application des normes IFRS, le *goodwill* n'est pas amorti mais fait, selon la norme IAS 36, l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et dès qu'il existe une indication de perte potentielle de valeur. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable du *goodwill*, une perte de valeur du goodwill est comptabilisée, notamment en cas de survenance d'événements ou de circonstances comprenant des changements significatifs défavorables, présentant un caractère durable, affectant l'environnement économique ou les hypothèses ou objectifs retenus à la date d'acquisition.

La Société ne peut garantir que des événements ou circonstances défavorables n'auront pas lieu dans le futur qui la conduirait à revoir la valeur comptable des *goodwills* et à enregistrer des pertes de valeur importantes qui pourraient avoir un effet défavorable sur les résultats du Groupe.

Par ailleurs, dans le cadre du test de dépréciation, les *goodwills* sont affectés aux unités génératrices de trésorerie identifiées au sein du Groupe. Des modifications éventuelles ultérieures de l'organisation du Groupe ou des modifications des normes IFRS pourraient également conduire la Société à constater des pertes de valeur et avoir une incidence négative sur les résultats du Groupe.

4.3 Risques de marché

4.3.1 Risque de taux

L'exposition du Groupe au risque de variation des taux d'intérêt de marché est liée à l'endettement financier à long terme du Groupe. La politique du Groupe consiste à gérer sa charge d'intérêts en utilisant une combinaison d'emprunts à taux fixe et à taux variable.

Au 30 juin 2011, sur 297,7 millions d'euros d'endettement brut (hors intérêts courus et juste valeur des instruments dérivés) environ 30% étaient contractés à taux variable (après prise en compte des swaps et des tunnels). Une hausse de 1% des taux à court terme aurait un impact négatif d'environ 0,9 million d'euros sur le résultat financier du Groupe de l'exercice 2011. Dans le cadre des émissions obligataires de mai 2003 et de septembre 2010, du crédit syndiqué d'octobre 2005 et du crédit syndiqué d'avril 2009, des swaps de taux ont été mis en place. La gestion du risque de taux est centralisée au siège du Groupe sous la responsabilité du trésorier Groupe.

Pour plus de détails concernant les risques de taux, se référer à la note 6.2.1 du chapitre 4 du Document de Référence.

4.3.2 Risque de change

Au 30 juin 2011, le Groupe est implanté dans 67 pays et réalise des travaux dans plus de 100 pays. Ipsos comptabilise les conditions financières et le résultat de ses activités dans la monnaie locale correspondante, et les convertit ensuite en euros aux taux de change applicables de sorte que ces résultats puissent être inclus dans les comptes consolidés du Groupe. Une part importante, et croissante en raison de l'extension de ses activités internationales, du chiffre d'affaires total d'Ipsos et de ses charges d'exploitation est générée dans des monnaies autres que l'euro. Les variations de cours des monnaies peuvent ainsi avoir un effet négatif sur la situation financière d'Ipsos et ses résultats d'exploitation sur tout exercice donné, et également perturber la possibilité de comparer ses comptes d'un exercice à l'autre.

La part des principales devises dans le chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2011 et 31 décembre 2010 se présente comme suit :

	30 juin 2011	31 décembre 2010
Euro	19,4%	18,3%
Dollar américain	26,8%	27,9%
Livre anglaise	11,3%	12,8%
Dollar canadien	7,0%	7,1%
Real brésilien	5,3%	5,8%
Yuan	3,6%	3,6%
Autres devises	26,6%	24,5%
TOTAL	100%	100%

Dans la mesure où les filiales d'Ipsos facturent presque toujours dans leur monnaie locale et que leurs coûts opérationnels sont également dans la monnaie locale, le Groupe ne recourt pas habituellement à des accords de couverture ni à d'autres contrats dans le but de réduire son exposition aux risques de variations de cours des monnaies.

Le risque de change transactionnel du Groupe se limite essentiellement aux redevances de marques et prestations de services et d'assistance technique facturées par Ipsos SA ou Ipsos Group GIE aux filiales, en monnaie locale.

Le tableau ci-dessous donne le détail de la position nette active au 30 juin 2011 (créances clients nettes des dettes fournisseurs en devise et comptes bancaires) des entités supportant les principaux risques de change : Ipsos SA, Ipsos Group GIE et Ipsos Holding Belgium. Il présente le risque de change transactionnel pouvant se traduire par des gains ou pertes de change comptabilisés dans le résultat financier :

<i>(en milliers d'euros)</i>	USD	CAD	GBP	BRL
Actifs financiers	3 612	603	31	3 087
Passifs financiers	(703)		(1 473)	-
Position nette avant gestion	2 909	603	(1 442)	3 087
Produits dérivés	-	-	-	-
Position nette après gestion	2 909	603	(1 442)	3 087

Une baisse de 5% de la valeur de l'euro vis-à-vis du dollar américain, du dollar canadien, de la livre sterling, du real brésilien entraînerait un gain de change inférieur à 0,3 million d'euros en résultat financier.

Concernant les besoins de financement des filiales, ils sont assurés autant que possible par le Groupe, dans la devise fonctionnelle de la filiale.

Les emprunts en devise étrangère de la Société sont généralement couverts par des actifs de la même devise. Au 30 juin 2011, environ 80% de la dette est libellée dans d'autres monnaies que l'euro. Les gains de change sur les investissements net à l'étranger, comptabilisés en capitaux propres conformément à IAS 21 et IAS 39, s'élèvent à 1,1 million d'euros au 30 juin 2011.

Sensibilité aux variations des principales devises

La sensibilité de la marge opérationnelle, du résultat et des capitaux propres du Groupe au 30 juin 2011 résultant d'une variation de chaque devise de risque par rapport à l'euro se présente comme suit pour les principales devises auxquelles est exposé le Groupe :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2011		
	USD	CAD	GBP
	Hausse de 5% de la devise par rapport à l'euro	Hausse de 5% de la devise par rapport à l'euro	Hausse de 5% de la devise par rapport à l'euro
Impact sur la marge opérationnelle	732	346	227
Impact sur le résultat avant impôt	468	334	142
Impact en capitaux propres part du groupe	4 027	2 177	4 629

4.3.3 Risque de liquidité

En octobre 2005, le Groupe a mis en place un crédit syndiqué à terme en vue de financer des opérations de croissance externe, dont l'acquisition de MORI. En Avril 2009, Ipsos a, par ailleurs, procédé à la mise en place d'un crédit revolving syndiqué multidevises à cinq ans en vue de refinancer un précédent emprunt syndiqué et de financer certaines acquisitions de petite ou moyenne taille. Enfin, en mai 2003 et en septembre 2010, Ipsos a effectué des placements privés aux États-Unis d'un montant de 90 millions de dollars américains en ce qui concerne le premier et d'un montant de 300 millions de dollars en ce qui concerne le second.

L'objectif du Groupe est de gérer ses financements de sorte que moins de 20 % des emprunts n'arrivent à échéance à moins d'un an.

Au 30 juin 2011, le financement du Groupe est assuré par Ipsos SA de la manière suivante :

- ressources à long terme se décomposant en :
 - o emprunt obligataire USPP 2003 à 10 ans de 90 millions de dollars, dont le solde brut s'élève à 25,7 millions de dollars US (17,8 millions d'euros),
 - o emprunt obligataire USPP 2010 à 7, 10 et 12 ans de 300 millions de dollars, dont le solde brut s'élève à 300 millions de dollars US (207,6 millions d'euros),
- dettes bancaires à moyen et long terme (lignes de crédits syndiqués initialement à 5 et 7 ans et prêts bilatéraux pour un montant total brut de 345,6 millions d'euros tirées à hauteur de 71,5 millions d'euros au 30 juin 2011).

Le Groupe s'est engagé à atteindre certains ratios financiers (tels que endettement net consolidé / Ebitda consolidé (soit la marge opérationnelle augmentée des dotations aux amortissements et provisions), EBIT consolidé (soit la marge opérationnelle) / frais financiers nets consolidés, et endettement net consolidé / capitaux propres consolidés). Les niveaux à respecter pour ces différents ratios financiers sont les suivants :

Ratios financiers	Niveau à respecter
1. Endettement net consolidé / capitaux propres consolidés	<1
2. Endettement net consolidé / EBITDA consolidé	<3,5
3. Marge opérationnelle / frais financiers nets consolidés	> 3,75

Au 31 décembre 2010 et au 30 juin 2011, le Groupe remplissait ces engagements.

Pour plus de détails sur l'endettement financier du Groupe au 30 juin 2011, se référer à la note 5.5 aux comptes consolidés du 1^{er} semestre 2011 figurant dans le rapport financier semestriel annexé à la présente Actualisation.

Par ailleurs, l'acquisition de Synovate sera financée par un endettement complémentaire de 390 millions d'euros (tirage à hauteur de 140 millions d'euros de la tranche B du crédit syndiqué existant de 215 millions d'euros et émission d'un nouveau crédit syndiqué de 250 millions d'euros conclu le 26 juillet 2011 dont les principales caractéristiques sont décrites à la section 8 ci-dessous), par une augmentation de capital d'environ 200 millions d'euros et par la trésorerie disponible.

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

5. INVESTISSEMENTS

Dans le cadre de la présente Actualisation, les compléments suivants sont apportés à la section 1.6.2 « Fournisseurs et investissements en matériel » figurant au chapitre 1 « Un leader des études pour comprendre le monde » du Document de Référence.

Investissements en matériel, titres ou activités consolidés

Le montant des investissements en matériel, titres ou activités consolidés sur les trois dernières années se présentent de la manière suivante :

En millions d'euros	2010	2009	2008
Immobilisations corporelles	107,9	98,2	93,6
Immobilisations incorporelles	63,6	57,8	53,6
Frais de recherche et développement	6,7	3,3	2,7
A -Total des investissements en matériel	178,2	159,3	149,9
Titres et activités consolidés	54,9	29,1	68,8
B -Total des investissements en titres et activités consolidés	54,9	29,1	68,8
C -Total des investissements : A + B	233,1	188,4	218,7

Les immobilisations corporelles correspondent principalement à des acquisitions de matériel informatique et à des agencements.

Les immobilisations incorporelles correspondent essentiellement à des acquisitions de logiciels. En effet, les méthodes de questionnement et les technologies propres au métier d'Ipsos reposent sur l'utilisation de logiciels et de matériels standards organisés de façon appropriée aux besoins du Groupe.

Ipsos développe également une activité de production de logiciels utilisés par ses chargés d'études et, pour certains d'entre eux, commercialisés auprès de ses clients. Ipsos considère que ces logiciels confèrent une forte valeur ajoutée à ses études, en permettant notamment aux clients du Groupe d'intégrer les données produites dans leur propre système de gestion.

Le financement des immobilisations corporelles et incorporelles est effectué soit sur les ressources propres du Groupe, soit par le biais de contrats de location de crédit-bail. Le crédit-bail est retraité dans les comptes consolidés du Groupe.

Ipsos effectue de façon régulière des opérations de croissance externe qui se traduisent par des investissements en titres ou activités consolidés. Les investissements réalisés au cours des trois dernières années sont décrits dans le chapitre 4 – *Comptes consolidés* (note 2 - *Evolution du périmètre de consolidation*) du Document de Référence.

6. PREVISIONS OU ESTIMATIONS DE BENEFICES

6.1 Prévisions pour l'exercice 2011

Le marché des études continue à progresser. Selon les dernières données communiquées par Homomichl en 2011, il a représenté 22,5 milliards de dollars américains en 2010, en progression estimée de 5%. Sa croissance s'explique par les besoins accrus des entreprises et des institutions de mieux comprendre et de mieux anticiper les comportements des personnes, citoyens, consommateurs et clients. Elle est aussi la reconnaissance que les sociétés d'études sont capables de contribuer à l'amélioration et à une plus grande efficacité des actions marketing et communication de leurs clients.

La croissance du marché est accompagnée d'un mouvement de consolidation autour de sociétés internationales capables de travailler dans n'importe quelle dimension géographique (pays, région, monde), d'utiliser des moyens opérationnels fiables, d'agir avec rapidité, de contrôler les coûts et de mettre en œuvre des services incorporant des techniques modernes. Ces sociétés sont également en mesure de rassembler des équipes expertes apportant aux clients les méthodes et le savoir faire dont ils ont besoin pour mieux connaître leurs marchés et optimiser leurs décisions.

La Groupe est par son volume d'activité le cinquième groupe mondial d'études aux entreprises et aux institutions. Il contribue à l'évolution positive de son métier. La direction d'Ipsos est convaincue que la croissance de l'entreprise peut non seulement se poursuivre mais aussi s'accélérer.

Ipsos s'appuie sur la densité de son réseau, la qualité et l'engagement de ses équipes, sa présence dans des spécialisations et des secteurs porteurs d'avenir, et la fidélité de ses clients.

Ipsos avait indiqué le 23 février 2011 progresser plus vite que son marché en 2011 et porter sa marge opérationnelle à 11% au moins.

Le 27 juillet 2011, Ipsos a précisé ses prévisions pour l'année 2011. Sur la base des informations disponibles et dans son périmètre actuel du Groupe (i.e. hors Synovate), le chiffre d'affaires d'Ipsos devrait connaître une croissance organique supérieure à 6% et son taux de marge opérationnelle, comme annoncé précédemment, être au moins égal à 11%.

Ipsos a déterminé ces prévisions sur la base de son système de reporting interne qui couvre l'ensemble de ses filiales et de ses opérations. Les méthodes comptables utilisées pour établir cette prévision sont conformes aux méthodes comptables appliquées pour l'établissement des comptes consolidés d'Ipsos.

Ces prévisions sont fondées sur des données et des hypothèses considérées comme raisonnables par la Direction d'Ipsos.

Elles dépendent de circonstances ou de faits susceptibles de se produire à l'avenir et non exclusivement sur des données historiques. Elles ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront ou que les prévisions seront atteintes.

Ces données, hypothèses et estimations sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire. En outre, la réalisation de certains risques décrits au chapitre « Facteurs de risques » du Document de Référence et à la section 4 de la présente Actualisation pourrait avoir un impact sur l'activité, la situation financière, les résultats du Ipsos et sa capacité à réaliser ses objectifs.

Ipsos ne prend donc aucun engagement et ne donne aucune garantie sur la confirmation de cette prévision lors de la publication, prévue en février 2012, des comptes consolidés d'Ipsos pour l'exercice devant se clôturer au 31 décembre 2011.

Les principales hypothèses retenues pour établir ces prévisions 2011 sont :

- (i) En ce qui concerne le marché des études dans son ensemble et par zone géographique :
 - Taux de croissance 2011 du marché global des études : 5%.
 - Taux de croissance par zone géographique :
 - Europe, Moyen-Orient et Afrique : supérieur à 3%. Il est à noter que les ventes ont repris en Grande Bretagne depuis le mois d'avril, ce qui laisse augurer une accélération de la croissance au deuxième semestre 2011.
 - Amériques : supérieur à 5%
 - Asie-Pacifique : supérieur à 10%
 - Taux de croissance par type de pays :
 - Pays développés : entre 2% et 5%
 - Pays en développement : entre 5% et 15%

Ipsos prévoit globalement une croissance organique supérieure à celle du marché.

(ii) Une activité traditionnellement plus soutenue au second semestre.

(iii) Un taux de marge brute à fin 2011 en ligne avec celui du 30 juin 2011.

(iv) Taux de change anticipés pour l'exercice 2011:

1 euro = 1,42 USD

1 euro = 0,88 GBP

1 euro = 1,38 CAD

1 euro = 16,83 MXN

1 euro = 115,62 JPY

6.2 Rapport des commissaires aux comptes sur les prévisions pour 2011

MESSIEURS DIDIER TRUCHOT ET JEAN-MARC LECH
Coprésidents d'Ipsos SA

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application du Règlement (CE) N° 809/2004, nous avons établi le présent rapport sur les prévisions de croissance organique et de taux de marge opérationnelle pour l'exercice 2011 déterminées sur une base consolidée de la société Ipsos incluses dans la section 6.1 de l'actualisation du document de référence 2010.

Ces prévisions et les hypothèses significatives qui les sous-tendent ont été établies sous votre responsabilité, en application des dispositions du règlement (CE) N° 809/2004 et des recommandations CESR relatives aux prévisions.

Il nous appartient d'exprimer, dans les termes requis par l'annexe I, point 13.3 du Règlement (CE) N° 809/2004, une conclusion, sur le caractère adéquat de l'établissement de ces prévisions.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont comporté une évaluation des procédures mises en place par la Direction pour l'établissement des prévisions ainsi que la mise en œuvre de diligences permettant de s'assurer de la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement des informations historiques de la société Ipsos. Elles ont également consisté à collecter les informations et les explications que nous avons estimées nécessaires permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les prévisions sont adéquatement établies sur la base des hypothèses qui sont énoncées.

Nous rappelons que, s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront parfois de manière significative des prévisions présentées et que nous n'exprimons aucune conclusion sur la possibilité de réalisation de ces prévisions.

A notre avis :

- Les prévisions ont été adéquatement établies sur la base indiquée ;
- la base comptable utilisée aux fins de cette prévision est conforme aux méthodes comptables appliquées par la société Ipsos.

Ce rapport est émis aux seules fins du dépôt de l'actualisation du document de référence en France et ne peut être utilisé dans un autre contexte.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 26 août 2011

Les Commissaires aux Comptes

GRANT THORNTON
Membre français de Grant Thornton
International

Vincent Papazian

PRICEWATERHOUSECOOPERS
AUDIT

Jean-François Châtel

7. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE

Dans le cadre de la présente Actualisation, les compléments suivants sont apportés à la section 2 « Fonctionnement du Conseil d'administration et procédures de contrôle interne et de gestion des risques » figurant au chapitre 8 « Assemblée générale du 7 avril 2011 » du Document de Référence.

Il n'existe pas, à la connaissance de la Société, de lien de parenté entre les membres du Conseil d'administration ni de conflit d'intérêts potentiel entre les devoirs des membres du Conseil d'administration à l'égard du Groupe Ipsos et leurs intérêts privés ou autres devoirs.

À l'exception des contrats visés aux pages 65 et 66 de la section 5.2.3 du chapitre 3 du Document de Référence, il n'existe pas, à la connaissance de la Société, d'autres contrats de service liant un membre du Conseil d'administration au Groupe Ipsos et prévoyant l'octroi d'avantages au terme du contrat.

8. CONTRATS IMPORTANTS

Dans le cadre de la présente Actualisation, les compléments suivants sont apportés à la section 5.9 « Endettement financier » du chapitre 4 « Comptes consolidés » et à la section 2.6 « Contrats importants » figurant au chapitre 6 « Ipsos S.A., son capital et ses dirigeants » du Document de Référence.

Au titre des emprunts souscrits, Ipsos dispose de 5 lignes principales de financement. Outre les 4 lignes de financement décrites dans le Document de Référence, le 26 juillet 2011, un crédit syndiqué d'un montant en principal de 250 millions d'euros a été signé auprès d'un pool bancaire (le « **Crédit Syndiqué** »). Cette ligne à 5 ans (26 juillet 2016) et utilisable en multidevises, est structurée en 2 tranches : la première tranche, d'un montant en principal de 150 millions d'euros est un crédit (*Term Loan*) à taux variable, la seconde tranche, d'un montant en principal de 100 millions d'euros est une ouverture de crédit (*Revolving Loan*) à taux variable. Ce Crédit Syndiqué est destiné à financer l'acquisition de Synovate.

Par ailleurs, le 26 juillet 2011, un prêt-relais (*Bridge-to-Equity Credit Facility*) d'un montant en principal de 200 millions d'euros a été signé auprès d'un pool bancaire. Cette ligne à échéance au 31 décembre 2011 vise à financer l'acquisition de Synovate, en cas de non-réalisation ou de retard dans la réalisation d'une opération de marché. Le prêt-relais n'est pas assorti de *covenants* particuliers par rapport aux autres financements existants.

Ces deux contrats contiennent des termes et conditions habituels pour ce type de contrat.

La Société envisage de couvrir le risque de taux relatif aux lignes de crédits qui seront utilisées pour le financement de l'acquisition de Synovate par le recours à des instruments financiers dérivés (swaps de taux ou tunnels), à hauteur d'au moins 20% de leur montant nominal.

Une charge annuelle théorique d'intérêts financiers au titre de l'endettement complémentaire de 390 millions d'euros lié au projet d'acquisition de Synovate a été comptabilisée dans les comptes *pro forma* au 31 décembre 2010 à hauteur de 11,6 millions (voir, la section 3.4.4 de la présente Actualisation).

Pour plus d'informations sur l'état de l'endettement financier du Groupe, se reporter à la note 5.5 « Endettement financier net » du rapport financier semestriel figurant en annexe de la présente Actualisation.

9. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Dans le cadre normal de l'activité, il existe dans certains pays des risques que l'administration remette en cause les pratiques fiscales ou sociales du Groupe, ce qui pourrait se traduire par des notifications de redressement. Le Groupe est engagé dans plusieurs contrôles fiscaux et litiges sociaux, notamment au Brésil et en France. Concernant le contrôle fiscal au Brésil, le Groupe a pris la décision de souscrire à un programme d'amnistie, ce qui entraînera le paiement d'un rappel de taxe municipale d'un montant d'environ 1,3 million d'euros au 31 août 2011. Ces litiges ne sont pas jugés significatifs au regard de la situation financière du Groupe.

Par ailleurs, la Société n'a connaissance, à la date de la présente Actualisation, d'aucun litige, procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, qui est en suspens ou dont elle serait menacée, qui pourrait avoir ou qui a eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

10. TABLE DE CONCORDANCE

Afin de faciliter la lecture du Document de Référence et de la présente Actualisation, la table de concordance suivante permet d'identifier les informations requises par l'Annexe I du Règlement (CE) n° 809/2004 pris en application de la Directive 2003/71/CE. Les informations non applicables à Ipsos SA sont indiquées « N/A ».

Législation européenne		N° de paragraphe, de chapitre et de page du Document de Référence	N° de section de l'actualisation du Document de Référence
1.	Personnes responsables		
1.1	Personnes responsables des informations	1 chapitre 9, p.218	section 1.1
1.2	Déclaration des personnes responsables	2 chapitre 9, p.218	section 1.2
2.	Contrôleurs légaux		
2.1	Nom et adresse	3 chapitre 9, p.218	section 2
2.2	Démission/non renouvellement	3.3 chapitre 9, p.219 6 chapitre 3, p.68	section 2
3.	Informations financières sélectionnées		
3.1	Présentation pour chaque exercice de la période couverte	1.1.1 chapitre 1, p.11	section 3.1
3.2	Période intermédiaire	N/A	section 3.1
4.	Facteurs de risques	11 chapitre 3, p.71 6.2.1 à 6.2.5 chapitre 4.2, p.122 à 125	section 4
5.	Informations concernant l'émetteur		
5.1	Histoire et évolution d'Ipsos SA	1.1 chapitre 1, p.11	N/A
5.1.1	Raison sociale et le nom commercial de l'émetteur	1.1 chapitre 6, p.152	Page de couverture
5.1.2	Enregistrement	1.5 chapitre 6, p.152	N/A
5.1.3	Constitution	1.3 chapitre 6, p.152	N/A
5.1.4	Siège/forme juridique	1.2 et 1.4 chapitre 6, p.152	Page de couverture
5.1.5	Evénements importants	1.1 chapitre 1, p.11 1.3 chapitre 1, p.18	section 3
5.2	Investissements	1.6.2 chapitre 1, p.31 2 chapitre 4.2, p.100 6.4 chapitre 4, p.127 14 chapitre 3, p.74	section 5
5.2.1	Décrire les principaux investissements (y compris leur montant) réalisés par l'émetteur durant chaque exercice de la période couverte par les informations financières historiques, jusqu'à la date du document d'enregistrement		

Législation européenne		N° de paragraphe, de chapitre et de page du Document de Référence	N° de section de l'actualisation du Document de Référence
5.2.2	Décrire les principaux investissements de l'émetteur qui sont en cours, y compris la distribution géographique de ces investissements (sur le territoire national et à l'étranger) et leur méthode de financement (interne ou externe)		
5.2.3	Fournir des renseignements concernant les principaux investissements que compte réaliser l'émetteur à l'avenir et pour lesquels ses organes de direction ont déjà pris des engagements fermes		
6.	Aperçu des activités		
6.1	Principales activités	1.3 et 1.4 chapitre 1, p.18 à 27	N/A
6.1.1	Nature des opérations	1.3 et 1.4 chapitre 1, p.18 à 27	N/A
6.1.2	Nouveaux produits	1.3 et 1.4 chapitre 1, p.18 à 27 1.6.1 chapitre 1, p.30	N/A
6.2	Principaux marchés	1.2 chapitre 1, p.15	N/A
6.3	Evénements exceptionnels	9 chapitre 3, p.68	N/A
6.4	Dépendance à l'égard de brevets, licences ou contrats	N/A	N/A
6.5	Position concurrentielle	1.2 chapitre 1, p.15	N/A
7.	Organigramme		
7.1	Organigramme	chapitre 7, p.161	N/A
7.2	Liste des filiales	7 chapitre 4, p.130	N/A
8.	Propriétés immobilières, usines, équipements		
8.1	Immobilisations corporelles importantes	1.6.2 chapitre 1, p.31 5.3 chapitre 4.2, p.113	section 5
8.2	Questions environnementales	2.3.2 chapitre 2, p.43 8 chapitre 3, p.68	N/A
9.	Examen de la situation financière et du résultat		
9.1	Situation financière	1, 2 et 3 chapitre 3, p.46 à 49 chapitre 4 p. 89	section 3.1.2 et Annexe
9.2	Résultat d'exploitation	2 chapitre 3, p.46 chapitre 4, p.85	section 3.1.2 et Annexe
9.2.1	Mentionner les facteurs importants, y compris les événements inhabituels ou peu fréquents ou de nouveaux développements, influant sensiblement sur le revenu d'exploitation de l'émetteur, en indiquant la mesure dans laquelle celui-ci est affecté	6.2.1 à 6.2.5 chapitre 4.2, p. 122 à 125 11 chapitre 3, p.71	N/A
9.2.2	Lorsque les états financiers font apparaître des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets, expliciter les raisons de ces changements	N/A	N/A
9.2.3	Mentionner toute stratégie ou tout facteur de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de l'émetteur	6.2.1 à 6.2.5 chapitre 4.2, p. 122 à 125 11 chapitre 3, p.71	N/A
10.	Trésorerie et capitaux		
10.1	Capitaux de l'émetteur (à court terme et à long terme)	3 chapitre 4.2 p. 89	section 3.2.1
10.2	Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur et description de ces flux de trésorerie	4 chapitre 4.2 p. 90	N/A
10.3	Conditions d'emprunt et structure de financement de l'émetteur	5.9 chapitre 4.2 p. 118 6.2.5 chapitre 4.2 p. 124	sections 4.3.3 et 8
10.4	Restriction à l'utilisation des capitaux	N/A	N/A
10.5	Sources de financement attendues pour honorer les engagements relatifs aux décisions d'investissement	6.2.5 chapitre 4.2 p. 124	section 8
11.	Recherche et développement	1.6 chapitre 1, p.30 2 chapitre 3, p.46 5.2 chapitre 4.2, p.112	N/A
12.	Information sur les tendances		
12.1	Principales tendances	1.2 chapitre 1, p.15 2 chapitre 3, p.46	section 3
12.2	Evénements susceptibles d'influencer sur les tendances	11 chapitre 3, p.71 15 chapitre 3, p.74	section 3

Législation européenne		N° de paragraphe, de chapitre et de page du Document de Référence	N° de section de l'actualisation du Document de Référence
13.	Prévisions ou estimations du bénéfice	N/A	section 6
14.	Organes d'administration, de direction		
14.1	Information concernant les membres des organes d'administration et de direction	5 chapitre 3, p.56 2.1 chapitre 8, p.178 3 chapitre 6, p.160	N/A
14.2	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration et de direction	2.1 chapitre 8, p.178	section 7
15.	Rémunération et avantages		
15.1	Rémunération et avantages versés	5.2 chapitre 3, p.56 3 chapitre 6, p.160	section 3.2.1
15.2	Montant provisionné	N/A	N/A
16.	Fonctionnement des organes d'administration et de direction	2.1 chapitre 8, p.178	N/A
16.1	Date d'expiration du mandat	18 chapitre 3, p.77	N/A
16.2	Informations sur les contrats de service liant les membres	5.2.3 chapitre 3, p.65 2.1 chapitre 8, p.178	section 7
16.4	Conformité de l'émetteur au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur dans son pays d'origine	2.1 chapitre 8, p.178	N/A
17.	Salariés		
17.1	Nombre des salariés et répartition par principal type d'activité et par site	2.2.1 chapitre 2, p.38	N/A
17.2	Participations stock-options et attribution gratuite d'actions	2.2.4 chapitre 2, p.41 4.7 chapitre 3, p.52 5.2 chapitre 3, p.56 3 du 2.8 chapitre 8, p.184	section 3.2.1
17.3	Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	4.5 chapitre 3, p.52	N/A
18.	Principaux actionnaires		
18.1	Franchissements de seuils	4.2.2 chapitre 3, p.50 2.3 chapitre 6, p.155	N/A
18.2	Droits de vote différents	4.2.1 chapitre 3, p.50 1.12 chapitre 6, p.153	N/A
18.3	Contrôle	4.2 chapitre 3, p.50	section 3.2.2
18.4	Accord relatif au changement de contrôle	N/A	N/A
19.	Opérations avec des apparentés	6.6 chapitre 4.2, p.129 3 chapitre 8, p.190	N/A
20.	Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
20.1	Informations financières historiques	Note préliminaire chapitre 4.2, p.87	N/A
20.2	Informations financières <i>pro forma</i>	N/A	section 3.4.4
20.3	Etats financiers	chapitre 4.2, p.87 chapitre 5.2, p.137	N/A
20.4	Vérifications des informations financières historiques annuelles		
20.4.1	Fournir une déclaration attestant que les informations financières historiques ont été vérifiées	2 chapitre 9, p.218	N/A
20.4.2	Indiquer quelles autres informations contenues dans le document d'enregistrement ont été vérifiées par les contrôleurs légaux	3.5 chapitre 9, p.220	N/A
20.4.3	Lorsque des informations financières figurant dans le document d'enregistrement ne sont pas tirées des états financiers vérifiés de l'émetteur, en indiquer la source et préciser qu'elles n'ont pas été vérifiées	N/A	N/A
20.5	Date des dernières informations financières	chapitre 4.2, p.87	section 3.1.2 et Annexe

20.6	Informations financières intermédiaires et autres	N/A	section 3.1 et Annexe
20.6.1	Si l'émetteur a publié des informations financières trimestrielles ou semestrielles depuis la date de ses derniers états financiers vérifiés, celles-ci doivent être incluses dans le document d'enregistrement. Si ces informations financières trimestrielles ou semestrielles ont été examinées ou vérifiées, le rapport d'examen ou d'audit doit également être inclus. Si tel n'est pas le cas, le préciser	N/A	section 3.1 et Annexe
20.6.2	S'il a été établi plus de neuf mois après la fin du dernier exercice vérifié, le document d'enregistrement doit contenir des informations financières intermédiaires, éventuellement non vérifiées (auquel cas ce fait doit être précisé), couvrant au moins les six premiers mois du nouvel exercice. Les informations financières intermédiaires doivent être assorties d'états financiers comparatifs couvrant la même période de l'exercice précédent ; la présentation des bilans de clôture suffit toutefois à remplir l'exigence d'informations bilancielle comparables	N/A	N/A
20.7	Politique de distribution des dividendes	2.5 chapitre 6, p.158	N/A
20.7.1	Pour chaque exercice de la période couverte par les informations financières historiques, donner le montant du dividende par action, éventuellement ajusté pour permettre les comparaisons, lorsque le nombre d'actions de l'émetteur a changé	2.5 chapitre 6, p.158	N/A
20.8	Procédures judiciaires et d'arbitrage	9 chapitre 3, p.68	section 9
20.9	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	9 chapitre 3, p.68	section 3.3
21.	Informations complémentaires		
21.1	Capital social	4 chapitre 3, p.49 2.1 à 2.5 chapitre 6, p.154 à 158	section 3.2.1
21.1.1	Montant du capital souscrit et, pour chaque catégorie d'actions	4 chapitre 3, p.49	section 3.2.1
21.1.2	S'il existe des actions non représentatives du capital, leur nombre et leurs principales caractéristiques	4.9 chapitre 3, p.54	N/A
21.1.3	Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues par l'émetteur lui-même ou en son nom ou par ses filiales	4.2.1 chapitre 3, p.50	section 3.2.1
21.1.4	Montant des valeurs mobilières convertibles échangeables ou assorties de bons de souscription, avec mention des conditions et modalités de conversion, d'échange ou de souscription	N/A	N/A
21.1.5	Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attachée au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	4.4 à 4.8 chapitre 3, p.52 à 54	N/A
21.1.6	Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option et le détail de ces options, y compris l'identité des personnes auxquelles elles se rapportent	6.4.3 chapitre 4.2, p.128	N/A
21.1.7	Historique du capital social	2.2 chapitre 6, p.154	N/A
21.2	Actes constitutifs et statuts	1 chapitre 6, p.152	N/A
21.2.1	Objet social de l'émetteur et indiquer où son énonciation peut être trouvée dans l'acte constitutif et les statuts	1.8 chapitre 6, p.152	N/A
21.2.2	Direction et surveillance	5 chapitre 3, p.56 2.2 du 2.1 chapitre 8, p.179	N/A
21.2.3	Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes	4.2.1 chapitre 3, p.50	N/A
21.2.4	Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires et, lorsque les conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit, en faire mention	1.10 chapitre 6, p.152 1.12 chapitre 6, p.153	N/A
21.2.5	Conditions régissant la manière dont les Assemblées générales annuelles et les Assemblées générales extraordinaires des actionnaires sont convoquées, y compris les conditions d'admission	1.10 chapitre 6, p.152	N/A
21.2.6	Disposition de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement de l'émetteur qui pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle	1.12 chapitre 6, p.153	N/A
21.2.7	Disposition de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement fixant le seuil au-dessus duquel toute participation doit être divulguée	1.12 chapitre 6, p.153	N/A
21.2.8	Conditions, imposées par l'acte constitutif et les statuts, une charte ou un règlement, régissant les modifications du capital, lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit	N/A	N/A

22.	Contrats importants	2.6 chapitre 6, p.158 5.9 chapitre 4.2, p.118	section 8
23.	Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts		
23.1	Lorsqu'une déclaration ou un rapport attribué(e) à une personne intervenant en qualité d'expert est inclus dans le document d'enregistrement, indiquer le nom de cette personne, son adresse professionnelle, ses qualifications et, le cas échéant, tout intérêt important qu'elle a dans l'émetteur. Si cette déclaration ou ce rapport a été produit à la demande de l'émetteur, joindre une déclaration précisant que ce document a été inclus ainsi que la forme et le contexte dans lesquels il a été inclus, avec mention du consentement de la personne ayant avalisé le contenu de cette partie du document d'enregistrement	N/A	N/A
23.2	Lorsque des informations proviennent d'une tierce partie, fournir une attestation confirmant que ces informations ont été fidèlement reproduites et que, pour autant que l'émetteur le sache et soit en mesure de l'assurer à la lumière des données publiées par cette tierce partie, aucun fait n'a été omis qui rendrait les informations reproduites inexactes ou trompeuses. En outre, identifier la ou les source(s) d'information	N/A	sections 3.4.2 et 3.4.5
24.	Documents accessibles au public	1.7 chapitre 6, p.152 2.7 chapitre 6, p.158 5 chapitre 9, p.220	Page de couverture
25.	Informations sur les participations	chapitre 7, p.161 7 chapitre 4.2, p.130 4.1.3 chapitre 5.2, p.143	N/A

ANNEXE - RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL



Groupe Ipsos

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1^{er} Semestre 2011

I. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Après un premier trimestre à 6,2%, la croissance organique d'Ipsos sur l'ensemble du semestre s'établit à 6,3%, toujours au dessus de l'objectif de « plus de 5% » fixé en début d'année.

La croissance totale est de 5,6%, en léger retrait par rapport au niveau atteint au premier trimestre en raison d'effets de change redevenus défavorables (-0,9%) et avec une variation de périmètre limitée à 0,2%, liée à l'intégration de la société panaméenne TMG.

Sans surprise, la croissance est toujours vive dans les pays émergents à 14,2%, alors qu'elle reste contenue dans les pays développés à 3,1%. Ceci s'explique, en partie par les phénomènes très spécifiques et ponctuels au Japon où le chiffre d'affaires a décliné de 23% alors même que les ventes de nouveaux projets ont retrouvé un rythme presque normal depuis la mi-mai. Il est à noter également qu'en Grande Bretagne, en repli de 15% comme attendu, en raison des coupes budgétaires dans le secteur public après la nomination de David Cameron, les ventes ont repris depuis le mois d'avril, ce qui laisse augurer d'un meilleur deuxième semestre.

<i>En millions d'euros</i>	S1 2011	S1 2010	Evolution	Année 2010
Chiffre d'affaires	558,2	528,8	+5,6%	1 140,8
Marge brute	361,8	333,0	+8,6%	722,7
<i>Marge brute / CA</i>	<i>64,8%</i>	<i>63,0%</i>		<i>63,4%</i>
Marge opérationnelle	46,9	43,0	+8,9%	119,5
<i>Marge opérationnelle / CA</i>	<i>8,4%</i>	<i>8,2%</i>		<i>10,5%</i>
Résultat net, part du Groupe	27,6	23,4	+17,8%	66,2
Résultat net ajusté*, part du Groupe	37,4	32,0	+16,8%	86,1

*Le résultat net ajusté est calculé avant les éléments non monétaires liés à l'IFRS 2 (rémunération en actions), avant l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions (relations clients), avant les impôts différés passifs relatifs aux *goodwills* dont l'amortissement est déductible dans certains pays et avant l'impact net d'impôts des autres produits et charges opérationnels et des autres produits et charges non courants.

Evolution de l'activité par région et par ligne de métier

Par région, les performances varient peu d'un trimestre à l'autre, l'Asie Pacifique menant la danse et ce, malgré la contre-performance japonaise.

Contribution au Chiffre d'affaires consolidé par zone géographique <i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2011	1er semestre 2010	Evolution 2011/2010	Croissance organique
Europe, Moyen Orient et Afrique	247,7	242,1	2,3%	2,5%
Amériques	245,4	232,1	5,8%	8,5%
Asie Pacifique	65,1	54,6	19,1%	15,5%
Chiffre d'affaires semestriel	558,2	528,8	5,6%	6,3%

Par ligne de métier, étant entendu que les variations trimestrielles ne sont pas toujours très significatives, il faut retenir la bonne performance d'ensemble, à l'exception des activités d'Opinion Publique et de Recherche sociale qui reflète la situation en Grand Bretagne.

Contribution au Chiffre d'affaires consolidé par secteur d'activité <i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2011	1er semestre 2010	Evolution 2011/2010	Croissance organique
Études publicitaires	121,7	118,1	3,0%	6,5%
Études Marketing	253,6	242,2	4,7%	8%
Études Médias	62,3	50,6	23,1%	12,5%
Études d'Opinion et Recherche sociale	61,3	66,5	-7,8%	-9%
Études pour la gestion de la relation client / salarié	59,3	51,4	15,4%	14,5%
Chiffre d'affaires semestriel	558,2	528,8	5,6%	6,3%

La rentabilité. La marge brute se calcule en retranchant du chiffre d'affaires les coûts directs, variables et externes, liés à l'exécution des contrats. Elle croît plus rapidement que le chiffre d'affaires (+8,6%) et s'établit à 64,8% contre 63,0% pour le semestre précédent. L'amélioration du taux de marge brute provient de la poursuite du passage aux études on-line, notamment en Europe, et est le reflet d'une bonne capacité à maintenir les prix dans les pays émergents.

Les autres produits et charges opérationnels s'établissent à -4,9 millions d'euros. Ils incluent principalement des éléments non récurrents liés à des départs de personnel ainsi que des résultats de change liés à des transactions commerciales. Ces résultats de change varient négativement de 2,3 millions d'euros sur la période.

La marge opérationnelle s'établit à 46,9 millions d'euros soit 8,4%, en hausse de 8,9% par rapport au 1^{er} semestre 2010.

Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions. Une partie des écarts d'acquisition est affectée aux relations clients au cours des 12 mois suivant la date d'acquisition et fait l'objet d'un amortissement au compte de résultat selon les normes IFRS sur plusieurs années. Cette dotation s'élève à 0,8 million d'euros au 1^{er} semestre 2011.

Autres charges et produits non courants. Le solde net de ce poste s'établit à -0,5 million d'euros contre -0,7 million d'euros au 1^{er} semestre 2010. Il prend en compte des éléments à caractère inhabituel non liés à l'exploitation et inclut les coûts d'acquisition depuis le changement des normes IFRS applicables à compter du 1^{er} janvier 2010 (norme « IFRS3 révisée »).

Les charges de financement. Les charges de financement s'élèvent à 4,8 millions d'euros, en baisse de 18% par rapport à la même période de l'an dernier, en raison de la baisse de l'endettement net. Les autres charges et produits financiers correspondent aux résultats de change qui sont négatifs de 1,1 million d'euros contre un gain de 0,1 million d'euros au 1^{er} semestre 2010.

Impôts. Le taux effectif d'imposition au compte de résultat en norme IFRS s'établit à 27,5% au même niveau qu'au 1^{er} semestre 2010. Il intègre, comme par le passé, une charge d'impôts différés passifs de 2,0 million d'euros qui vient annuler l'économie d'impôts réalisée grâce à la déductibilité fiscale des amortissements d'écarts d'acquisition dans certains pays, alors même que cette charge d'impôts différés ne serait due qu'en cas de cession des activités concernées.

Le Résultat net ajusté, part du Groupe s'établit à 37,4 millions d'euros, en hausse de 16,8% par rapport au 1^{er} semestre 2010 et le résultat net part du Groupe s'établit à 27,6 millions d'euros en hausse de 17,8%.

La structure financière – Les capitaux propres s'élèvent à 604,3 millions d'euros alors que les *dettes financières nettes* sont de 186,8 millions d'euros au 30 juin 2011 d'où un ratio d'endettement de 30,9%, inférieur à celui du 30 juin 2010 qui était de 39,1%.

La capacité d'autofinancement s'établit à 56,8 millions d'euros, en hausse de 6,3% par rapport au 1^{er} semestre 2010. Cette hausse a été partiellement compensée par la hausse de la variation du besoin en fonds de roulement, traditionnellement plus élevée au passage du 30 juin en raison du nombre important d'études en cours.

A propos de Synovate, du deuxième semestre 2011 et des perspectives d'Ipsos

La crise de la dette occidentale n'est pas prête de s'éteindre et, malgré les efforts des uns et des autres, les faits sont là et peuvent se résumer en un simple constat : l'addition des dettes publiques et privées représentent dans la plupart des états européens et aux Etats-Unis beaucoup plus qu'une année de PIB. Le jeu de mistigri qui consiste à faire passer la dette du privé au public ou du public au privé, via les plans d'ajustement budgétaire, peut faire gagner du temps mais il ne fait pas diminuer les montants dus. Il en va de même quand le jeu consiste à transférer de la dette d'un pays à l'autre.

Puisque le retour à une certaine inflation n'est pas considéré comme une solution, puisque le défaut d'un pays n'est apparemment plus une option en raison des craintes de contamination, il ne reste plus qu'une dure réalité : les citoyens / contribuables vont devoir payer, privant ainsi les citoyens / consommateurs d'une partie de leurs ressources.

La conséquence est évidente : pour longtemps, la demande adressée aux entreprises ne croitra pas rapidement aux USA et en Europe occidentale. Il ne reste pour stimuler les économies développées que deux solutions liées : un rééquilibrage des échanges – à quand un déficit de la balance commerciale chinoise ? – et / ou un bond des investissements provoqué par des innovations.

Les clients d'Ipsos, notamment les entreprises privées, agissent en fonction de cette contrainte. Ils vont là où la demande croît, cherchant ailleurs – chez nous, en Occident – de l'efficacité. Ils veulent investir les médias digitaux – pour l'instant ce n'est pas trop cher, et parfois ça marche. Ils veulent multiplier et optimiser les contacts avec les consommateurs, à domicile et sur les points de vente – voilà venir le temps des médias mobiles ! Ils veulent aussi travailler avec des prestataires qui couvrent simultanément l'ensemble de leurs marchés – ceux qui se développent, ceux qui se développent moins et ceux dans lesquels ils ne sont pas encore actifs – et qui sont capables de travailler avec efficacité et rigueur, et qui aussi sont en mesure d'utiliser et de déployer les nouvelles technologies qui permettent de connaître mieux et plus vite les comportements, attitudes, réactions et opinions des citoyens/consommateurs.

Les raisons pour lesquelles Ipsos a proposé à Aegis d'acheter Synovate sont contenues dans cette analyse. Pour mieux satisfaire les nouveaux besoins de ses clients, Ipsos doit améliorer sa couverture géographique – en étant par exemple mieux représenté en Asie –, grandir pour disposer de plus de ressources et gagner en efficacité, mais aussi investir davantage dans l'usage des technologies qui permettent de mieux mesurer et de mieux comprendre les gens – les Chinois des zones rurales comme les habitants de New York –, et enfin mettre autour de la table où ses clients l'invitent, plus d'expérience, plus de professionnels, plus de méthodologies, plus de savoir-faire.

Au fil des mois qui viennent, nous établirons nos plans, avec les équipes d'Ipsos et nos nouveaux collègues en provenance de Synovate. Sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale des Actionnaires d'Aegis et de celui des autorités de la concurrence de certains pays, les dix mille professionnels d'Ipsos s'apprentent à accueillir, l'esprit ouvert, les six mille professionnels de Synovate pour qu'ensemble ils s'attellent à une seule tâche : être les partenaires préférés de nos clients dans nos domaines choisis d'expertise.

Voilà pour le très bon qui se matérialisera en début d'année prochaine par le déploiement d'une entreprise plus forte, géographiquement équilibrée, apte à anticiper, comprendre et travailler en étroite relation avec ses milliers de clients.

Pour en revenir au bon, Ipsos tel qu'il est encore aujourd'hui devrait connaître en 2011 une croissance organique supérieure à 6%. Sa marge opérationnelle, comme annoncée précédemment, sera au moins égale à 11%.

II. COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

1. Compte de résultat consolidé Comptes semestriels au 30 juin 2011

en milliers d'euros	Notes	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Chiffre d'affaires	3	558 200	528 849	1 140 815
Coûts directs	4.1	(196 399)	(195 818)	(418 086)
Marge brute		361 802	333 031	722 728
Charges de personnel - hors rémunération en actions		(232 397)	(209 998)	(441 406)
Charges de personnel - rémunération en actions	5.4.3	(3 140)	(2 858)	(5 770)
Charges générales d'exploitation		(74 505)	(73 291)	(148 005)
Autres charges et produits opérationnels	4.2	(4 901)	(3 866)	(8 042)
Marge opérationnelle	3	46 859	43 017	119 505
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions		(844)	(853)	(1 728)
Autres charges et produits non courants	4.3	(451)	(744)	(1 447)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		26	53	124
Résultat opérationnel		45 590	41 472	116 454
Charges de financement	4.4	(4 750)	(5 811)	(15 333)
Autres charges et produits financiers	4.4	(1 123)	96	(783)
Résultat net avant impôts		39 718	35 757	100 337
Impôts - hors impôts différés sur amortissement du goodwill		(8 915)	(8 205)	(21 692)
Impôts différés sur amortissement du goodwill		(2 008)	(1 628)	(5 848)
Impôts sur les résultats	4.5	(10 923)	(9 833)	(27 540)
Résultat net		28 794	25 925	72 797
Dont part du Groupe		27 573	23 412	66 234
Dont part des minoritaires		1 221	2 513	6 564
Résultat net part du Groupe par action de base (en euros)	4.6	0,81	0,70	1,97
Résultat net part du Groupe par action dilué (en euros)	4.6	0,80	0,69	1,94

2. Etat du résultat global

Comptes semestriels au 30 juin 2011

en milliers d'euros	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Résultat net	28 794	25 925	72 797
Autres éléments du résultat global			
Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes	1 076	4 570	(2 442)
Impôts différés sur investissements nets à l'étranger	(437)	(631)	931
Variation des écarts de conversion	(25 943)	65 800	43 960
Total des autres éléments du résultat global	(25 303)	69 739	42 449
Résultat global	3 491	95 664	115 246
Dont part du Groupe	3 320	90 362	107 483
Dont part des minoritaires	171	5 302	7 763

3. Etat de la situation financière

Comptes semestriels au 30 juin 2011

en milliers d'euros	Notes	30/06/2011	31/12/2010
ACTIF			
Goodwills	5.1	681 058	716 926
Autres immobilisations incorporelles		35 163	38 120
Immobilisations corporelles		26 395	26 663
Participation dans les entreprises associées		998	972
Autres actifs financiers non courants		7 171	5 976
Impôts différés actifs		22 275	22 968
Actifs non courants		773 060	811 625
Clients et comptes rattachés	5.2	337 605	349 493
Impôts courants		3 092	5 743
Autres actifs courants	5.3	28 509	27 305
Instruments financiers dérivés	5.5	477	732
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.5	116 705	150 016
Actifs courants		486 387	533 289
TOTAL ACTIF		1 259 447	1 344 914

en milliers d'euros	Notes	30/06/2011	31/12/2010
PASSIF			
Capital	5.4	8 567	8 533
Primes d'émission		344 168	339 630
Actions propres		(629)	(228)
Ecart de conversion		(23 855)	398
Autres réserves consolidées		265 191	268 028
Capitaux propres - Part du Groupe		593 441	616 361
Intérêts minoritaires		10 867	11 576
Capitaux propres		604 308	627 937
Emprunts et autres passifs financiers non courants	5.5	248 660	276 948
Provisions non courantes et provisions pour retraites	5.6	10 513	10 157
Impôts différés passifs		49 906	52 601
Autres passifs non courants	5.7	19 893	41 597
Passifs non courants		328 972	381 304
Fournisseurs et comptes rattachés		131 335	143 073
Emprunts et autres passifs financiers courants	5.5	55 331	58 952
Impôts courants		2 120	6 728
Provisions courantes	5.6	2 138	1 843
Autres passifs courants	5.7	135 242	125 077
Passifs courants		326 167	335 673
TOTAL PASSIF		1 259 447	1 344 914

4. Tableau des flux de trésorerie consolidé

Comptes semestriels au 30 juin 2011

en milliers d'euros	Notes	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
OPERATIONS D'EXPLOITATION				
RESULTAT NET		28 794	25 925	72 797
Eléments sans incidence sur la capacité d'autofinancement				
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		7 990	9 045	18 048
Résultat net des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus		(26)	(53)	(68)
Moins-value (plus-value) sur cessions d'actifs		212	(282)	(61)
Variation nette des provisions		885	34	772
Rémunération en actions		3 140	2 858	5 770
Autres produits et charges calculés		(81)	(411)	208
Frais d'acquisition de sociétés consolidées		191	644	772
Charges de financement		4 750	5 811	15 333
Charges d'impôt		10 923	9 833	27 540
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT AVANT CHARGES DE FINANCEMENT ET IMPOT		56 777	53 403	141 111
Variation du besoin en fonds de roulement	6.1	(36 384)	(27 192)	(13 454)
Intérêts financiers nets payés		(6 668)	(3 974)	(7 359)
Impôts payés		(11 970)	(11 428)	(26 958)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION		1 756	10 810	93 340
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	6.2	(8 165)	(6 055)	(13 483)
Produits des cessions d'actifs corporels et incorporels		0	9	59
Augmentation / (Diminution) d'immobilisations financières		(1 476)	(335)	(876)
Acquisitions de sociétés et d'activités consolidées		(525)	(48 332)	(54 894)
FLUX DE TRESORERIE AFFECTES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		(10 165)	(54 713)	(69 194)
OPERATIONS DE FINANCEMENT				
Augmentation / (Réduction) de capital		400	2 246	4 802
Augmentation / (Diminution) des emprunts à long terme		(9 452)	1 625	51 028
Augmentation / (Diminution) des découverts bancaires		(541)	(1 352)	(151)
(Achats) / Ventes nets d'actions propres		(7 411)	15 010	16 053
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		0	-	(17 306)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		(458)	(566)	(2 489)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT		(17 461)	16 962	51 937
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE		(25 870)	(26 941)	76 083
Incidence des variations des cours des devises sur la trésorerie		(7 440)	6 553	5 775
TRESORERIE A L'OUVERTURE		150 016	68 157	68 157
TRESORERIE A LA CLOTURE		116 705	47 769	150 016

5. Tableau des variations des capitaux propres consolidés

Comptes semestriels au 30 juin 2011

en milliers d'euros	Capital	Primes d'émission	Titres d'auto- contrôle	Autres réserves consolidées	Ecart de conversion	Capitaux propres		
						Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Situation au 1er janvier 2010	8 466	334 896	(20 421)	232 229	(40 853)	514 317	8 733	523 050
Variation de capital	31	2 215	-	-	-	2 246	-	2 246
Distribution dividendes	-	-	-	(17 270)	-	(17 270)	(1 526)	(18 796)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	(487)	(487)
Effets des engagements de rachat de titres	-	-	-	-	-	-	(1 388)	(1 388)
Livraison d'actions propres concernant le plan d'attribution d'actions gratuites 2008	-	-	4 755	(4 755)	-	-	-	-
Autres mouvements sur les actions propres	-	-	14 576	296	-	14 872	-	14 872
Rémunérations en actions constatées directement en capitaux propres	-	-	-	2 858	-	2 858	-	2 858
Autres mouvements	-	-	-	(8 605)	-	(8 605)	(53)	(8 659)
Transactions avec les actionnaires	31	2 215	19 331	(27 476)	-	(5 899)	(3 454)	(9 354)
Résultat de l'exercice	-	-	-	23 412	-	23 412	2 513	25 925
Autres éléments du résultat global								
<i>Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes</i>	-	-	-	-	4 570	4 570	-	4 570
<i>Impôts différés sur investissements nets à l'étranger</i>	-	-	-	-	(631)	(631)	-	(631)
<i>Variation des écarts de conversion</i>	-	-	-	-	63 012	63 012	2 788	65 800
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	66 951	66 951	2 788	69 739
Résultat global	-	-	-	23 412	66 951	90 362	5 302	95 664
Situation au 30 juin 2010	8 497	337 111	(1 090)	228 165	26 098	598 780	10 581	609 361
Situation au 1er janvier 2011	8 533	339 630	(228)	268 028	398	616 361	11 576	627 937
Variation de capital	34	4 538	-	(4 573)	-	(2)	38	37
Distribution dividendes	-	-	-	(20 478)	-	(20 478)	(690)	(21 168)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	(8 411)	(8 411)
Effets des engagements de rachat de titres	-	-	-	-	-	-	8 191	8 191
Livraison d'actions propres concernant le plan d'attribution d'actions gratuites 2009	-	-	7 552	(7 552)	-	-	-	-
Autres mouvements sur les actions propres	-	-	(7 953)	401	-	(7 552)	-	(7 552)
Rémunérations en actions constatées directement en capitaux propres	-	-	-	3 140	-	3 140	-	3 140
Autres mouvements	-	-	-	(1 348)	-	(1 348)	(8)	(1 357)
Transactions avec les actionnaires	34	4 538	(401)	(30 410)	-	(26 240)	(880)	(27 121)
Résultat de l'exercice	-	-	-	27 573	-	27 573	1 221	28 794
Autres éléments du résultat global								
<i>Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes</i>	-	-	-	-	1 076	1 076	-	1 076
<i>Impôts différés sur investissements nets à l'étranger</i>	-	-	-	-	(437)	(437)	-	(437)
<i>Variation des écarts de conversion</i>	-	-	-	-	(24 893)	(24 893)	(1 050)	(25 943)
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	(24 253)	(24 253)	(1 050)	(25 303)

Résultat global	-	-	-	27 573	(24 253)	3 320	171	3 491
Situation au 30 juin 2011	8 567	344 168	(629)	265 191	(23 855)	593 441	10 867	604 308

Notes aux états financiers consolidés

Comptes semestriels au 30 juin 2011

1. Informations relatives à la société et méthodes comptables significatives

1.1. Informations relatives à la société

Ipsos est un groupe mondial qui propose des solutions Etudes aux entreprises et aux institutions. Il se situe aujourd'hui au 5^{ème} rang mondial sur son marché, avec des filiales consolidées dans 68 pays.

Ipsos SA est une société anonyme, cotée sur Euronext Paris. Son siège social est situé 35, rue du Val de Marne- 75013 Paris (France).

En date du 27 juillet 2011, le Conseil d'administration d'Ipsos a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés semestriels d'Ipsos au 30 juin 2011.

1.2. Base de préparation des informations financières semestrielles 2011

Les comptes consolidés semestriels du Groupe au 30 juin 2011 sont établis conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils correspondent à des états financiers intermédiaires résumés, et n'incluent pas l'intégralité des informations nécessaires aux états financiers annuels. Les états financiers consolidés au 30 juin 2011 sont donc à lire de manière conjointe avec les états financiers consolidés du Groupe publiés au 31 décembre 2010.

Les principes comptables appliqués par le Groupe pour établir les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2011 sont identiques à ceux appliqués par le Groupe au 31 décembre 2010 à l'exception des amendements des normes IFRS et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2011. Ces principes comptables sont décrits dans la note 1 des comptes consolidés du document de référence 2010 et sont conformes aux normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

1.2.1. Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011

- **Norme IFRIC 19** – Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres.
- **Amendements à IFRIC 14** – Actifs de régimes à prestations définies et obligations de financements minimum.
- **Amendements à IAS 32** – Classement des droits de souscription émis en devises
- **IAS 24 révisée** – Information relative aux parties liées
- **Plan d'amélioration annuel** des normes IFRS de mai 2010

L'application de ces dernières normes et amendements n'a pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du groupe.

1.2.2. Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, mais dont l'application n'est pas obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011

- **Amendements à IFRS 7** – Décomptabilisation d'actifs financiers transférés
- **Norme IFRS 10** – Etats financiers consolidés
- **Norme IFRS 11**- Accords conjoints
- **Norme IFRS 12** – Information à fournir sur les participations dans d'autres entités
- **Norme IFRS 27 Révisée (2011)** - Etats financiers individuels
- **Norme IFRS 28 Révisée (2011)** - Participations dans des entreprises associées et des coentreprises
- **Norme IFRS 9** – Instruments financiers
- **Norme IFRS 13** – Evaluation à la juste valeur
- **Amendement à IAS 12** – Impôts différés liés à des actifs réévalués
- **IAS 19 Révisée** – Avantages au personnel

Le groupe Ipsos n'a appliqué aucune norme ni interprétation par anticipation. L'impact de l'application de ces nouvelles normes sur les états financiers est en cours d'analyse par le Groupe.

1.2.3. Recours à des estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Ces hypothèses ou estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Les jugements, estimations, hypothèses utilisés pour la clôture des comptes semestriels sont les mêmes que pour les comptes annuels à l'exception :

- des provisions pour retraite (qui font l'objet d'une extrapolation de la dernière évaluation actuarielle disponible),
- de la charge d'impôts du Groupe qui est déterminée sur la base d'un taux d'impôts estimé au titre de l'exercice 2011 (cf. note 4.5 – Impôts sur les résultats)
- des *goodwills* qui font l'objet d'une revue des indicateurs de perte de valeur des actifs sans réalisation de tests de dépréciations (cf. note 5.1.1 – tests de valeur des *goodwills*).

1.2.4. Modifications des informations financières antérieurement publiées

Ipsos est désormais structuré en trois grandes régions depuis la simplification de son organisation décidée en 2010 et totalement mise en place au 1^{er} janvier 2011. Les trois secteurs opérationnels sont les suivants : l'Europe, Moyen-Orient, Afrique, ainsi que l'Amérique et l'Asie-Pacifique.

A ce titre, l'information sectorielle antérieurement publiée au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2010 a été modifiée et présentée selon cette nouvelle organisation opérationnelle.

2. Evolution du périmètre de consolidation

2.1 Opérations réalisées sur l'exercice 2011

Aucune des acquisitions intervenues sur la période n'est jugée significative car n'impactant pas le total du bilan, du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation du groupe de plus de 10%. Les données combinées ne sont donc pas présentées.

Les mouvements de périmètre du premier semestre 2011 sont résumés dans le tableau suivant :

Nom de l'entité concernée	Nature de l'opération	Variation du % des droits de vote	Variation du % d'intérêts	Date d'entrée / sortie de périmètre	Pays de réalisation
Ipsos TMG ⁽¹⁾	Acquisition de branche d'activité	-	-	1 mars 2011	Panama
Ipsos Apoyo	Rachat d'intérêts minoritaires	+25%	+25%	1 janvier 2011	Pérou
Ipsos China	Rachat d'intérêts minoritaires	+32,73%	+32,73%	1 janvier 2011	Chine
Ipsos Thailand	Rachat d'intérêts minoritaires	+40%	+40%	1 janvier 2011	Thaïlande
Indica Research	Rachat d'intérêts minoritaires	+25%	+25%	1 janvier 2011	Inde
Ipsos East Africa	Création	+60%	+60%	1 avril 2011	Kenya

⁽¹⁾ Le 5 avril 2011, la Société a annoncé la signature d'un accord pour acquérir les activités de la branche Etudes de TMG – The Marketing Group, qui opère en Amérique Centrale. TMG, créée en 1998, est basée au Panama et au Guatemala. La branche Etudes de TMG emploie 60 salariés à temps plein qui travaillent avec les grands comptes des secteurs Biens de consommation, Biens durables, et Santé. La Société est dotée d'infrastructures de pointe CATI et CAPI pour la conduite des études quantitatives. Elle est également experte dans la conduite d'enquêtes qualitatives pour lesquelles elle met en œuvre les technologies interactives. Elle a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires de 2,6 millions USD.

3. Information sectorielle

L'information sectorielle présentée ci-après est basée sur le reporting interne régulièrement examiné par la Direction Générale pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. La Direction Générale représente le principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS8.

Ipsos est désormais structuré en trois grandes régions depuis la simplification de son organisation décidée en 2010 et totalement mise en place au 1^{er} janvier 2011. Les secteurs opérationnels retenus, au nombre de trois, résultent des zones géographiques issues du reporting interne utilisé par la Direction Générale. Les trois secteurs sont les suivants : l'Europe, Moyen-Orient, Afrique, ainsi que l'Amérique et l'Asie-Pacifique.

A ces trois secteurs opérationnels s'ajoutent les holdings ainsi que des éliminations entre les trois secteurs opérationnels classés dans la rubrique « Autres ».

La méthodologie d'évaluation du résultat sectoriel demeurent inchangées depuis le 31 décembre 2010.

Par ailleurs, le groupe Ipsos est entièrement dédié à une seule activité: les études par enquête.

3.1 Information sectorielle au 30 juin 2011

en milliers d'euros	Europe, Moyen Orient, Afrique	Amérique	Asie Pacifique	Autres	Total
Chiffre d'affaires	253 581	249 303	69 277	(13 960)	558 200
<i>dont chiffre d'affaires externe</i>	<i>247 683</i>	<i>245 449</i>	<i>65 069</i>	<i>-</i>	<i>558 200</i>
<i>dont chiffre d'affaires inter-secteurs</i>	<i>5 898</i>	<i>3 854</i>	<i>4 208</i>	<i>(13 960)</i>	<i>-</i>
Marge opérationnelle	18 991	28 201	3 097	(3 431)	46 859
Dotations aux amortissements	(3 225)	(3 268)	(878)	(619)	(7 990)
Actifs sectoriels ⁽¹⁾	431 629	542 765	129 646	4 689	1 108 730
Investissements corporels et incorporels de la période	3 030	3 945	980	128	8 083

(1) Les actifs sectoriels sont constitués des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris goodwill), des créances clients et autres créances diverses

3.2 Information sectorielle au 30 juin 2010

en milliers d'euros	Europe, Moyen Orient, Afrique	Amérique	Asie Pacifique	Autres	Total
Chiffre d'affaires	247 515	235 227	58 233	(12 126)	528 849
<i>dont chiffre d'affaires externe</i>	<i>242 120</i>	<i>232 083</i>	<i>54 646</i>	<i>-</i>	<i>528 849</i>
<i>dont chiffre d'affaires inter-secteurs</i>	<i>5 395</i>	<i>3 144</i>	<i>3 587</i>	<i>(12 126)</i>	<i>-</i>
Marge opérationnelle	16 497	27 248	2 508	(3 236)	43 017
Dotations aux amortissements	(3 747)	(3 848)	(856)	(594)	(9 045)
Actifs sectoriels	450 497	601 329	137 996	7 603	1 197 424
Investissements corporels et incorporels de la période	2 483	2 154	1 195	49	5 882

3.3 Information sectorielle au 31 décembre 2010

en milliers d'euros	Europe, Moyen Orient, Afrique	Amérique	Asie Pacifique	Autres	Total
Chiffre d'affaires	514 576	518 397	136 931	(29 089)	1 140 815
<i>dont chiffre d'affaires externe</i>	<i>501 819</i>	<i>511 313</i>	<i>127 683</i>	<i>-</i>	<i>1 140 815</i>
<i>dont chiffre d'affaires inter-secteurs</i>	<i>12 757</i>	<i>7 084</i>	<i>9 248</i>	<i>(29 089)</i>	<i>-</i>
Marge opérationnelle	47 639	63 583	11 180	(2 897)	119 505
Dotations aux amortissements	(7 792)	(7 157)	(1 889)	(1 210)	(18 048)
Actifs sectoriels	441 133	570 620	141 389	5 365	1 158 507
Investissements corporels et incorporels de la période	6 700	4 399	2 136	191	13 426

3.4 Réconciliation des actifs sectoriels avec le total des actifs du Groupe

en milliers d'euros	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Actifs sectoriels	1 108 730	1 197 424	1 158 507
Actifs financiers	8 169	6 406	6 948
Actifs d'impôts	25 367	20 145	28 711
Instruments financiers dérivés	477	1 018	732
Trésorerie et équivalent de trésorerie	116 705	47 769	150 016
Total des actifs du Groupe	1 259 447	1 272 762	1 344 914

4. Notes sur le compte de résultat

4.1 Coûts directs

en milliers d'euros	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Masse salariale des enquêteurs	(40 757)	(42 290)	(86 052)
Autres coûts directs	(155 641)	(153 528)	(332 035)
Total	(196 399)	(195 818)	(418 086)

4.2 Autres charges et produits opérationnels

Au 31 décembre 2010, les autres produits et charges opérationnels qui s'établissent à 8,0 millions d'euros correspondent en quasi-totalité à des charges opérationnelles non récurrentes constituées de coûts de personnel liés à des départs intervenus suite à la mise en œuvre d'un « Plan B ». Ce plan a consisté à ajuster de façon ciblée la masse salariale au niveau d'activité constaté, pays par pays et entité par entité, et a entraîné une baisse des effectifs de 4 %.

Au 30 juin 2011, les autres produits et charges opérationnels qui s'établissent à - 4,9 millions d'euros (contre -3,9 au semestre précédent) incluent principalement des éléments non récurrents liés à des départs de personnel ainsi que des résultats de change liés à des transactions commerciales. Ces résultats de change varient négativement de 2,3 millions d'euros sur la période.

4.3 Autres charges et produits non courants

en milliers d'euros	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Honoraires liés aux litiges avec des tiers	(260)	(56)	(59)
Frais d'acquisition	(191)	(688)	(816)
Provision pour litige	-	-	(572)
Total	(451)	(744)	(1 447)

4.4 Charges et produits financiers

en milliers d'euros	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Charges d'intérêts sur emprunts et découverts bancaires	(8 418)	(4 926)	(12 127)
Variation de la juste valeur des dérivés	2 179	(1 480)	(4 804)
Produits d'intérêts de la trésorerie et des instruments financiers	1 489	595	1 598
Charges de financement	(4 750)	(5 811)	(15 333)
Pertes et gains de change	(1 140)	(59)	(84)
Autres charges et produits financiers	17	(128)	(982)
Plus-value sur cession du fonds de commerce Ipsos Portugal	-	283	283
Autres charges et produits financiers	(1 123)	96	(783)
Total charges et produits financiers nets	(5 873)	(5 715)	(16 116)

4.5 Impôts sur les résultats

La charge d'impôt de la période arrêtée au 30 juin 2011 est calculée sur la base du taux effectif d'impôt projeté pour 2011 sur l'ensemble du Groupe Ipsos. Sur la base de ces projections, le taux effectif d'impôt ressort à 27,5 % pour cette année.

Au 31 décembre 2010, les impôts différés reconnus sur les déficits reportables concernaient uniquement des déficits indéfiniment reportables sur des sociétés pour lesquelles des projections démontraient que leur récupération serait réalisée entre un an et cinq ans. Les résultats du premier semestre 2011 ne sont pas de nature à réviser la comptabilisation de ces actifs d'impôt.

4.6 Résultat net par action

4.6.1 Résultat net par action

Nombre moyen pondéré d'actions	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Solde à l'ouverture	34 130 287	33 862 140	33 862 140
Augmentation de capital	59 213	-	-
Levée d'options	11 453	76 113	145 488
Actions propres ⁽¹⁾	(15 211)	(557 162)	(306 585)
Nombre d'actions servant au calcul du résultat par action de base	34 185 742	33 381 091	33 701 044
Nombre d'actions supplémentaires à créer au titre des instruments dilutifs (voir note 6.3)	274 663	405 444	495 980
Nombre d'actions servant au calcul du résultat par action dilué	34 460 404	33 786 535	34 197 024
Résultat net - part du groupe (en milliers d'euros)	27 573	23 412	66 234
Résultat net part du groupe par action de base (en euros)	0,81	0,70	1,97
Résultat net part du groupe par action dilué (en euros)	0,80	0,69	1,94

(1.) Dont principalement le solde des actions propres achetées à terme par Ipsos et déjà payées en couverture des options d'achat d'actions attribuées le 9 juillet 2002 dans le cadre de l'opération Ipsos Partnership Fund.

4.6.2 Résultat net ajusté par action

	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Résultat net ajusté			
Résultat net - part du groupe	27 573	23 412	66 234
<i>Eléments exclus :</i>			
- Charges de personnel - rémunération en actions	3 140	2 858	5 770
- Amortissement des incorporels liés aux acquisitions	844	853	1 728
- Coûts opérationnels non récurrents	4 901	3 866	8 042
- Autres charges et produits non courants	451	744	1 447
- Impôts différés sur amortissement du goodwill	2 008	1 628	5 848
- Impôts sur résultat sur éléments exclus	(1 472)	(1 268)	(2 847)
- Intérêts minoritaires sur éléments exclus	(60)	(85)	(154)
Résultat net ajusté - part du groupe	37 385	32 009	86 068
Nombre moyen d'actions	34 185 742	33 381 091	33 701 044
Nombre moyen d'actions dilué	34 460 404	33 786 535	34 197 024
Résultat net ajusté part du groupe par action de base (en euros)	1,09	0,96	2,55
Résultat net ajusté part du groupe par action dilué (en euros)	1,08	0,95	2,52

Le résultat net ajusté est calculé avant les éléments non monétaires liés à l'IFRS 2 (rémunération en actions), avant l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions (relations clients), avant les impôts différés passifs relatifs aux *goodwills* dont l'amortissement est déductible dans certains pays et avant l'impact net d'impôts des autres produits et charges opérationnels et des autres produits et charges non courants.

4.7 Dividendes payés et proposés

La Société a pour politique de payer les dividendes au titre d'un exercice en totalité en juillet de l'année suivante.

Les montants par action payés et proposés sont les suivants:

Au titre de l'exercice	Dividende net par action (en euros)	Réfaction par action (en euros) de 40%	Revenu réel par action (en euros)
2010 ⁽¹⁾	0,60	0,24	0,84
2009	0,51	0,20	0,71
2008	0,50	0,20	0,70

⁽¹⁾ Distribution votée par l'Assemblée du 7 avril 2011 pour un montant total de 20,5 millions d'euros (avant élimination des dividendes sur actions propres). Le dividende a été mis en paiement le 5 juillet 2011.

5. Notes sur l'état de la situation financière

5.1 Goodwills

5.1.1. Tests de valeur des goodwills

Au 31 décembre 2010, sur la base des évaluations réalisées en interne, la direction d'Ipsos a conclu que la valeur recouvrable des goodwills alloués à chaque groupe d'unités génératrices de trésorerie excédait leur valeur comptable.

Au 30 juin 2011, l'absence d'indicateur de pertes de valeur du Groupe fait qu'il n'y a pas lieu de remettre en cause ces conclusions.

5.1.2 Mouvements au 30 juin 2011

en milliers d'euros	01/01/2011	Augmentations ⁽¹⁾	Diminutions	Variation des engagements de rachat de titres de minoritaires	Variation de change	30/06/2011
Goodwills	716 926	13 522	-	(18 023)	(31 366)	681 058

⁽¹⁾ Les principaux goodwills constatés sur la période concernent le rachat des intérêts minoritaires sur Ipsos Apoyo, Ipsos China, Ipsos Thaïlande et Ipsos Indica.

5.2 Clients et comptes rattachés

en milliers d'euros	30/06/2011	31/12/2010
Valeur brute	342 143	353 948
Dépréciation	(4 538)	(4 454)
Valeur nette	337 605	349 493

5.3 Autres actifs courants

en milliers d'euros	30/06/2011	31/12/2010
Avances et acomptes versés	1 040	1 038
Créances sociales	3 711	2 488
Créances fiscales	13 099	15 321
Charges constatées d'avance	5 363	3 053
Autres créances et autres actifs courants	5 296	5 405
Total	28 509	27 305

Tous les autres actifs courants ont une échéance inférieure à 1 an.

5.4 Capitaux propres

5.4.1 Capital

Au 30 juin 2011, le capital social d'Ipsos SA s'élève à 8 567 331,50 euros, se décomposant en 34 269 326 actions d'une valeur nominale de 0,25 euro.

Le nombre d'actions composant le capital social et le portefeuille d'actions propres a évolué comme suit au cours du 1^{er} semestre 2011 :

Nombre d'actions (valeur nominale 0,25 euro)	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation
Au 31 décembre 2010	34 130 287	(11 698)	34 118 589
Levée d'options	20 614	-	20 614
Augmentation de capital	118 425	-	118 425
<u>Actions propres :</u>			
Achat	-	(218 000)	(218 000)
Transfert (livraison du plan d'attribution gratuite d'actions d'avril 2009)	-	218 058	218 058
Transfert (levées d'option d'achat d'actions)	-	-	-
Mouvements dans le cadre du contrat de liquidité	-	(7 103)	(7 103)
Au 30 juin 2011	34 269 326	(18 743)	34 250 583

5.4.2 Plans d'attribution d'actions

5.4.2.1 Plans d'options de souscription d'actions

Le Groupe a décidé de mettre en place des plans d'options de souscription d'actions au bénéfice de l'ensemble des cadres dirigeants du Groupe dont les caractéristiques sont décrites ci-dessous.

Date d'allocation aux bénéficiaires	Date de départ d'exercice des options	Date limite de levée des options	Prix d'exercice	Nombre de personnes concernées	Nombre d'options attribué initialement	Nombre d'options en vigueur au 01/01/2011	Annulées au cours de l'exercice	Exercées au cours de l'exercice	Expirées au cours de l'exercice	Nombre d'options en vigueur au 30/06/2011
02/03/2004	03/03/2008	02/03/2012	19.25	41	89 200	23 490	-	(600)	-	22 890
02/03/2004	02/03/2007			209	468 800	91 489	(3 067)	(18 014)	-	70 408
Sous-total plan 2004				250	558 000	114 979	(3 067)	(18 614)	-	93 298
22/04/2005	22/04/2009	22/04/2013	20.75	10	64 000	3 000	-	-	-	3 000
22/04/2005	22/04/2008			10	32 000	16 000	-	(2 000)	-	14 000
Sous-total plan 2005				20	96 000	19 000	-	(2 000)	-	17 000
Total					654 000	133 979	(3 067)	(20 614)	-	110 298

5.4.2.2. Plan d'attribution gratuite d'actions

Le Conseil d'administration d'Ipsos a procédé, chaque année depuis 2006, à la mise en place de plans d'attribution gratuite d'actions de la Société au bénéfice de résidents français et de non-résidents français, mandataires sociaux et salariés du groupe Ipsos. Ces actions ne sont acquises par les bénéficiaires qu'après un délai d'acquisition de deux ans, et à condition que le bénéficiaire soit encore salarié ou mandataire social du groupe Ipsos à cette date. Au terme de cette période, ces actions restent indisponibles pour les résidents français pendant une nouvelle période de deux ans.

Les caractéristiques des plans d'attribution gratuite d'actions qui restaient en vigueur à l'ouverture de l'exercice sont les suivantes :

Date d'allocation aux bénéficiaires	Nature du plan	Nombre de personnes concernées	Nombre d'actions attribué initialement	Date d'acquisition	Nombre d'actions en vigueur au 01/01/2011	Accordées au cours de l'exercice	Annulées au cours de l'exercice	Reclassées au cours de l'exercice	Livrées au cours de l'exercice	Nombre d'actions en vigueur au 30/06/2011
29/04/2009	France	52	123 328	29/04/2011	118 131	-	(626)	920	(118 425)	-
29/04/2009	Etranger	385	242 257	29/04/2011	225 811	-	(6 833)	(920)	(218 058)	-
17/12/2009	Etranger	2	11 623	17/12/2011	11 623	-	-	-	-	11 623
Sous-Total 2009 Plan		439	377 208		355 565	-	(7 459)	-	(336 483)	11 623
08/04/2010	France	53	75 933	08/04/2012	75 613	-	(383)	-	-	75 230
08/04/2010	Etranger	421	191 564	08/04/2012	187 265	-	(7 561)	-	-	179 704
Sous-Total 2010 Plan		474	267 497		262 878	-	(7 944)	-	-	254 934
07/04/2011	France	59	49 171	07/04/2013	-	49 171	-	-	-	49 171
07/04/2011	Etranger	508	131 533	07/04/2013	-	131 533	(414)	-	-	131 119
Sous-Total 2011 Plan		567	180 704		-	180 704	(4 14)	-	-	180 290
Total des plans d'attribution gratuite d'actions					618 443	180 704	(15 817)	-	(336 483)	446 847

5.4.3 Analyse de la charge relative aux rémunérations en actions

La charge comptabilisée au compte de résultat au titre des plans d'options et d'attribution gratuite d'actions s'établit comme suit :

en milliers d'euros	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Plan d'attribution gratuite d'actions 29/04/2008	-	949	949
Plan d'attribution gratuite d'actions 29/04/2009	960	1 211	2 549
Plan d'attribution gratuite d'actions 17/12/2009	53	55	111
Plan d'attribution gratuite d'actions 08/04/2010	1 502	643	2 161
Plan d'attribution gratuite d'actions 07/04/2011	626	-	-
Total	3 140	2 858	5 770

5.7 Autres passifs courants et non courants

en milliers d'euros	30/06/2011			31/12/2010		
	< 1 an	> 1 an	Total	< 1 an	> 1 an	Total
Prix et compléments de prix ⁽¹⁾	9 032	521	9 553	827	10 113	10 940
Rachat d'intérêts minoritaires ⁽¹⁾	34 262	17 657	51 919	25 577	29 886	55 463
Clients avances et acomptes	1 447	-	1 447	1 086	-	1 086
Autres dettes fiscales et sociales	65 516	-	64 516	91 316	-	91 316
Produits constatés d'avance ⁽²⁾	3 674	-	3 674	5 139	-	5 139
Dividendes Ipsos SA	20 661	-	20 661	-	-	-
Autres dettes et autres passifs	649	1 715	2 365	1 132	1 598	2 731
Total	135 242	19 893	155 135	125 077	41 597	166 674

⁽¹⁾ voir commentaires en § 6.3.1 Engagements liés aux acquisitions.

⁽²⁾ Il s'agit principalement des études clients dont la facturation excède le chiffre d'affaires reconnu selon la méthode de l'avancement.

6. Notes sur l'état des flux de trésorerie et informations complémentaires

6.1 Variation du besoin en fonds de roulement

en milliers d'euros	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Diminution (augmentation) des créances clients	3 014	(22 988)	(44 334)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	881	34 478	19 341
Variation des autres créances et autres dettes	(40 279)	(38 681)	11 540
Variation du besoin en fonds de roulement	(36 384)	(27 192)	(13 454)

6.2 Flux de trésorerie liés aux acquisitions d'immobilisations

en milliers d'euros	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(2 702)	(2 428)	(5 028)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(5 381)	(3 454)	(8 398)
Total acquisitions de la période	(8 083)	(5 882)	(13 426)
Décalage de décaissement	(82)	(173)	(58)
Investissements incorporels et corporels décaissés	(8 165)	(6 055)	(13 483)

6.3 Engagements

Aucune évolution significative n'est à signaler depuis la clôture de l'exercice 2010 sauf en ce qui concerne les engagements liés aux acquisitions décrites dans le point 6.4.1 ci-dessous.

6.3.1 Engagements liés aux acquisitions

Les engagements de rachat de minoritaires, les prix différés et compléments de prix actualisés qui sont enregistrés en autres passifs courants et non courants au 30 juin 2011, se détaillent de la manière suivante :

en milliers d'euros	≤ 1an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Prix différés et compléments de prix				
Europe (MORI pension)	603	-	-	603
Amérique du Nord (OTX)	7 452	-	-	7 452
Amérique latine (Livra, Statsystem, Alfacom, Observer Argentina)	978	521	-	1 498
Sous-total	9 032	521	-	9 553
Engagements de rachat de minoritaires				
Europe (Ipsos DOM et filiales, Tambor, KMG Research, Markinor, Stratégic Puls, Nigeria)	9 905	6 356	3 032	19 294
Amérique latine (Ipsos CCA et filiales, Ipsos Hispania, Apoyo Opinion Y Mercado, Observer Argentina)	3 948	4 095	-	8,043
Asie Pacifique (Ipsos China, Ipsos Thailand, Indica, Indonesia)	20 101	3 507	-	23 608
Moyen-Orient (IMI Egypt, Morocco)	309	667	-	976
Sous-total	34 262	14 625	3 032	51 919
Total	43 294	15 146	3 032	61 472

Le groupe Ipsos a une option d'achat de 75% des actions d'Apeme. Le prix d'achat de ces actions est basé sur la moyenne d'un multiple du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation d'Apeme sur l'année 2013 et 2014. Il est plafonné à 3 millions d'euros. Cette option d'achat d'action constitue un instrument financier dérivé dont la juste valeur est nulle au 30 juin 2011.

6.3.2 Autres engagements et litiges

Le Groupe n'est pas engagé dans des litiges significatifs au 30 juin 2011.

Aucun actif du Groupe n'est nanti.

6.4 Passifs éventuels

Dans le cadre normal de l'activité, il existe dans certains pays des risques que l'administration remette en cause les pratiques fiscales ou sociales de la Société, ce qui pourrait se traduire par des notifications de redressement. Le Groupe est engagé dans plusieurs contrôles fiscaux et litiges sociaux, notamment au Brésil et en France. Les conséquences financières de ces rappels d'impôts et taxes sont comptabilisées par voie de provision pour les montants notifiés et acceptés par le management d'Ipsos. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon les estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés par la Société ne soit reconnu. La direction d'Ipsos estime que ces redressements n'auront pas d'impact significatif sur la marge opérationnelle, la situation financière ou la liquidité de la Société.

Aucune évolution significative n'est à signaler depuis la clôture de l'exercice 2010.

6.5 Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées n'ont pas de caractère significatif au 30 juin 2011.

6.6 Evénements postérieurs à la clôture

Le 27 juillet 2011, le groupe Ipsos a annoncé la signature d'un accord avec le Conseil d'administration d'Aegis Group plc (« Aegis ») afin d'acquérir 100% du capital de Synovate, à l'exception de la société Aztec, pour une valeur d'entreprise de £525 millions (595 millions d'euros).

L'acquisition de Synovate constitue une étape transformante pour Ipsos, créant ainsi le numéro 3 mondial du marché des études. Le nouvel Ipsos bénéficiera d'une plateforme puissante qui lui permettra d'anticiper et de satisfaire au plus près les attentes de ses clients grâce à l'alliance d'équipes expertes, d'une implantation géographique renforcée et d'une palette élargie d'outils et de produits.

L'acquisition sera financée par une nouvelle dette de 250 millions d'euros, une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription pour les actionnaires d'Ipsos de 200 millions d'euros, par les lignes de crédit existantes et la trésorerie disponible. L'actionnaire de référence d'Ipsos, LT Participations, a indiqué son engagement à souscrire à l'augmentation de capital. Cette dernière devrait être garantie et reste soumise à l'accord préalable de l'Autorité des Marchés Financiers et aux conditions de marché.

La transaction est conditionnelle à l'approbation de la cession par les actionnaires d'Aegis, tel que requis par les règles de cotation pour une transaction de type « Class 1 » au Royaume-Uni. L'Assemblée Générale d'Aegis sera convoquée dans les jours à venir et se tiendra mi-août 2011. Une majorité des votes doit être en faveur de la transaction. Aegis a reçu un engagement irrévocable de la part de M. Vincent Bolloré, actionnaire détenant 26,5% du capital d'Aegis, à voter en faveur de l'opération.

La réalisation de la transaction sera également assujettie aux autorisations obligatoires des autorités de la concurrence. La clôture est prévue autour du 30 septembre 2011.

III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2011

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Ipsos SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 28 juillet 2011

Les commissaires aux comptes,

PricewaterhouseCoopers Audit

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International

Jean-François Châtel

Vincent Papazian

IV. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé, présentés sous forme consolidée, sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat d'Ipsos SA et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant au chapitre 1 ci-dessus présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 28 juillet 2011

Didier Truchot

Jean-Marc Lech